

La revue catholique

des idées et des faits

UT SINT UNUM !...

vendredi 18 janvier 1924

Sommaire :

- | | |
|--|--------------------------------|
| L'ultime assaut | Hilaire Belloc |
| Ce que j'ai vu en Russie Soviétique | Charles Sarolea |
| "Génétrix", | Omer Englebort |
| Propos d'un prêtre et d'un laïc | G. Vande Rydt |
| sur la Société de S ^t Vincent de Paul | Abbé Jacques Leclercq |
| Précisions, Questions, Suggestions | |
| Les idées et les faits : Chronique des idées : | Gonzague de Reynold, J. Schyr- |
| gens. — France. — Angleterre. — États-Unis. | |

La Semaine

* L'accueil fait par nombre de catholiques anglais aux « conversations de Malines » est un nouvel exemple du danger nationaliste qui menace l'Eglise. Des Anglicans sont venus frapper à la porte de l'Archevêché de Malines. Il n'y avait qu'à les accueillir avec la plus grande charité, le choix du confesseur ou du conseiller étant libre dans l'Eglise catholique ! Au lieu de se réjouir à la vue de frères séparés cherchant à mieux connaître la vérité catholique, on a tout l'air de reprocher à des Belges et à des Français... de s'être mêlés de ce qui ne les regardait pas. Eût-il donc mieux valu que ces Anglicans, qui ne voulaient aller ni à Londres ni à Rome, n'allassent nulle part ? Ce qu'on leur a dit à Malines n'est-ce pas identiquement ce qu'on leur aurait dit, et dans leur pays, et dans la Ville Eternelle ? Et tout catholique, qu'il soit anglais ou chinois, belge ou allemand, ne devrait-il pas remercier Dieu, qu'il ait suscité dans son Eglise une figure aussi rayonnante et aussi attirante que celle de notre grand cardinal ? Au lieu de cela on attaque ceux dont il s'est entouré et on ose même insinuer que Rome n'approuve guère... Qu'en sait-on ?

* L'offensive anglaise contre le franc belge et le franc français est déclanchée. C'est « l'ultime assaut » comme dit Belloc. La haute finance va « donner » tant qu'elle pourra. L'article de notre collaborateur et ami, arrivé tout juste trop tard pour notre dernier numéro, fait prévoir que la bataille sera rude. Il ne reste qu'à « tenir » le coup. Mais l'épreuve que nous infligent nos « amis » d'Outre Manche pourrait être

assez dure pour nous, Belges, contraints d'importer la plus grande partie de notre nourriture. Le pain sera plus cher. Nos bons socialistes tâcheront de pêcher en eau trouble. Nos « amis » de Paris songeront-ils à défendre avec leur bon droit et leurs intérêts, la petite nation plus vulnérable que la puissante France !

* Troubles nationalistes et séparatistes dans le Palatinat. Nous ne savons si le séparatisme de cette province est réel ou factice. Ce que l'occupant tenta naguère chez nous, nous a rendus très sceptiques. Le meilleur moyen d'encourager un mouvement séparatiste, s'il est réel, est de ne le soutenir que très indirectement. Toute immixtion directe nuit à la cause que l'on veut promouvoir. Quant à créer de toutes pièces un mouvement, l'occupant y perdra son temps et son argent. L'exemple de la Rhénanie devrait avoir convaincu quiconque a des yeux pour voir. L'action des autorités occupantes — françaises et belges — y a, en fin de compte, plus desservi que servi une volonté séparatiste très réelle. Nous voudrions croire que nos amis français n'ont pas gâté les choses dans le Palatinat !

* Le comité des experts est installé. Le général Dawes, délégué américain, y a prononcé un discours remarquable de réalisme et de bon sens. Nous le reproduisons en entier. Si ces experts tiennent compte dans leurs travaux du côté politique des problèmes financiers qui leur sont soumis, leur intervention pourrait être de la plus grande efficacité.

CHOCOLAT DUC

CHOCOLAT



CHOCOLAT DUC ANVERS

LA GRANDE MARQUE

BELGE

Bruxelles : 38, Boulevard Botanique (Télé. : 59945 ; Compte chèque-postal : 48.916)

Application générale de l'électricité

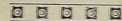
A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRIERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

PARQUETS

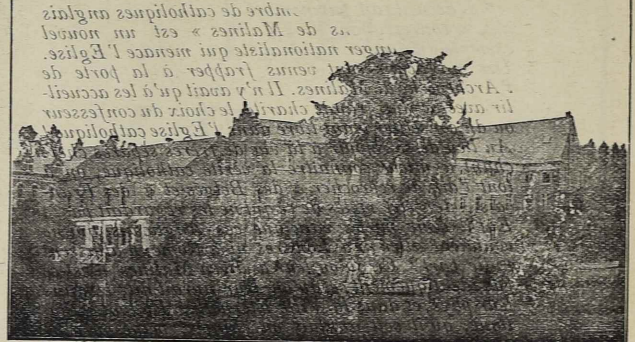


JULES DE WAELE

Rue Saint Hubert
Woluwe St-Pierre

Téléph. : 32194

Institut S^{TE}-ANNE



Directes PAR LES
SŒURS DE L'UNION AU SACRÉ-CŒUR
 situées dans un coin du pays brabançon
 à **HOEGAERDE (près Tirlemont)**

au sein d'un **collège** choisy par la nature
 entouré d'un parc de 7 hectares
SECTION MÉNAGÈRE SUPÉRIEURE
SECTION DES LANGUES MODERNES
 Chaque élève jouit d'une chambre garnie

Prix de la Pension : 1081 francs

L'ultime assaut

Je veux encore une fois exposer devant un auditoire personnellement intéressé en la matière, la nature du mouvement politique qui en ce moment s'opère dans mon pays : car les conséquences de ce que je vais vous décrire se dérouleront bientôt ; et elles pourraient être aussi incommodes pour les Belges et les Français qu'elles seront — je le crains — dangereuses pour nous-mêmes.

Pour tout dire, en une phrase voici ce qui va remplir les prochaines semaines : 1^o une attaque de Londres, imposée par la Finance internationale — notre nouveau gouvernement jouant le rôle d'agent de cette dernière — attaque dirigée contre la tentative des paysans et des citoyens français et belges d'obtenir des réparations ; et 2^o une aide prêtée à la puissance prussienne en défaillance.

Voilà toute la situation en une seule phrase ; et je prie tous ceux qui liront ces lignes non seulement d'accepter cette vérité, mais de la répandre aussi largement que possible.

Je ne prétends pas que cette politique ne puisse être modifiée au courant des prochaines semaines par quelque événement inattendu qui forcerait les hommes insuffisamment instruits qui la soutiennent de se replier par crainte des conséquences. Mais j'affirme qu'il n'est pas permis de douter que c'est dans cette direction-là que s'est orientée notre politique étrangère par suite d'un mélange fatal d'ignorance, de routine et d'imprévoyance. Les conséquences vont s'abattre immédiatement sur nous tous — à moins qu'un événement inattendu ne les détourne.

* * *

Il y eut un moment — alors qu'en automne dernier la résistance passive s'écroulait dans la Ruhr — où la Finance internationale et ses alliés hésitèrent. Mais aujourd'hui ils sont revenus à leurs positions de naguère et leur ligne politique est arrêté. Tous les efforts possibles seront tentés pour soutenir la Prusse contre la France et la Belgique, pour empêcher le paiement des réparations, pour acculer à la banqueroute les gouvernements français et belge et pour sauver tout ce qui peut être sauvé de la puissance prussienne. Si je n'étais convaincu que cette politique est bien plus dangereuse encore pour l'Angleterre que pour tout autre pays, je n'écrirais pas comme je le fais ; mais sûr comme je suis du danger que court mon pays, c'est publiquement que je formule le présent avertissement : car plus la résistance de ceux dont le plan projeté veut faire des victimes, sera forte, plus il est vraisemblable que la Finance internationale et ses alliés vont hésiter.

Les élections d'il y a quelques semaines ne comptent pour rien du tout en l'occurrence. La politique poursuivie sera la même quel que soit l'homme qui prendra le pouvoir. C'est là un premier point à mettre en lumière, car — naturellement — la presse le dissimule. Les différences entre les groupes politiques de notre vie publique au point de vue personnel, ambiance sociale, etc., sont insignifiantes. L'essentiel est

ceci : Notre vie publique est dirigée, en matière de politique étrangère, par des financiers et ces maîtres se préoccupent autrement de leurs profits internationaux que des intérêts de l'Angleterre. Ceux qui ont la haute main sur les politiciens se sont persuadé que leurs profits dépendaient d'une restauration de la puissance prussienne et qu'une banqueroute franco-belge, et même la destruction de la Pologne et des petits États nouveaux, n'avaient pas d'importance pour eux.

Personne sur le continent n'a besoin qu'on lui explique de quels périls est grosse une pareille illusion ; personne sur le continent n'ignore que les nouveaux petits États sont bien décidés à survivre, que l'ancienne puissance prussienne est en état de complète désintégration, que sur le Rhin a pris racine une nouvelle organisation économique le reliant à l'Occident.

Tous ces simples faits et vingt autres qui nécessairement acculeront à un désastre la politique dont je parle sont partout évidents à des hommes instruits. Mais dès que vous sortez de leur ambiance pour entrer dans l'atmosphère spéciale et isolée de la clique de banques internationales, opérant spécialement à Londres, tous ces faits changent d'aspect et perdent leur valeur correspondante.

Si l'on me demandait de prédire le cours probable des événements, je répondrais comme suit : Nous aurons, *primo*, la reconnaissance des terroristes juifs de Moscou ; car voilà deux ans que les forces qui opèrent en ce moment la réclament ; *puis*, un programme intérieur de réformes démagogiques (principalement une augmentation des pensions) dont on aura peut-être l'intention de réaliser quelques-unes, mais qui, pour la plupart, ne sont que du *humbug* de politiciens, et un écran pour la conspiration internationale qui aujourd'hui est à l'œuvre.

Je doute qu'une attaque ouverte de ce genre ait lieu avant les élections françaises ; car les puissances qui dominent nos hommes politiques ont peur qu'une animosité trop violente et trop déclarée à l'égard des intérêts français et belges, qu'une aide prêtée à Berlin trop crûment et de façon trop directe, n'empêchent la victoire de la majorité radicale et socialiste à laquelle les dites puissances s'attendent avec assurance en France au printemps prochain, n'empêchent aussi la chute attendue de M. Poincaré.

Pourtant, et malgré cette tendance à attendre les élections françaises, la machine une fois mise en mouvement il sera impossible de la contrôler. Déjà le *Manchester Guardian*, porte-parole principal de la Finance internationale en Angleterre, a demandé à la date du 10 janvier des « mesures actives » contre la France (c'est-à-dire la guerre). L'étape suivante verra la convocation d'une conférence en vue d'obtenir un vote international contre la France et la Belgique et en faveur de la Prusse. On ne se rend pas compte ici que, de toute nécessité, une pareille conférence, ou ne sera pas complète, ou, si elle l'est, sera dangereuse pour les intérêts britanniques ; mais de toute façon je crains qu'elle ne soit convoquée. Dans l'étape

qui suivra, il sera porté à cette illusion un coup très dur, une politique aussi insensée fera fiasco et notre pays devenu l'instrument des banques subira une humiliation nouvelle. Après cet échec viendra le renvoi de M. Macdonald, la dernière créature de la Finance, relégué aux mêmes limbes que les serviteurs qui successivement n'ont pas su contenter cette même implacable Puissance financière, puissance qui, au cours d'un an et demi, a détruit trois premiers ministres, parce que tous les trois, à tour de rôle, n'avaient pas réussi à briser la détermination franco-belge à obtenir des réparations.

Nul ne peut dire combien de temps il faudra aux hommes de la Finance pour se débarrasser de Macdonald après son échec; les uns parlent de cinq mois, d'autres de onze, mais, l'échec de la politique étrangère que j'ai décrite étant inévitable, le renvoi de Macdonald l'est aussi. Il sera probablement remplacé par quelqu'un qui aura moins d'importance encore.

HILAIRE BELLOC.



Ce que j'ai vu en Russie soviétique (1)

Grandeur et décadence du communisme

Dans mon article précédent, j'ai exposé avec une impartialité qui, je crois, sera dûment appréciée par les critiques bolchévistes qui m'envoient des lettres de menaces. J'ai exposé, dis-je, tout ce que l'on peut dire en faveur du régime soviétique. Mais le lecteur ordinaire et mes critiques bolchévistes doivent se convaincre que ni la question de la part relative de responsabilité assumée par le gouvernement soviétique dans la catastrophe russe, ni le caractère personnel des chefs soviétiques n'ont aucune importance en ce qui concerne la question dont nous nous occupons.

Au point de vue pratique, il importe relativement peu qu'un meurtrier ait commis son crime avec préméditation ou sous l'effet d'une irrésistible provocation ou encore dans un accès de folie. La seule différence, c'est que dans les deux premiers cas l'assassin sera enfermé dans une prison, tandis que dans le troisième cas il sera mis en observation dans un asile d'aliénés. De même, au point de vue politique, il est de fort peu d'intérêt que les chefs soviétiques soient des hommes pervers, coupables de crimes cruels ou qu'ils soient des hommes bons et honorables, mus par les plus nobles intentions. Même, on découvrirait que le bon Bolchéviste, par exemple Dzerdzinski l'incorruptible, peut être infiniment plus dangereux et infiniment plus cruel que le mauvais Bolchéviste. Car les bons Bolchévistes ont été, presque sans exception, des fanatiques intransigeants, des idéalistes devenus fous. Il en fut ainsi avec les honnêtes gens du terrorisme français, avec les saints de la guillotine, Robespierre, Marat et Saint-Just.

Le problème dont nous nous occupons n'est ni le problème métaphysique de leur responsabilité, ni celui du caractère moral des chefs soviétiques.

La question politique réelle qui se pose devant nous, c'est l'incurable stupidité et l'inhumanité du système.

Le Bolchévisme peut se résumer et se concentrer en une phrase : « Il est en contradiction avec toutes les lois de l'économie ; c'est un défi aux lois éternelles de la nature humaine. »

Au début de la révolution, en mars 1917, le Bolchévisme pouvait prétendre qu'il était une émanation du peuple russe. Le mot même de *Soviets*, qui en russe veut dire Conseil ou Assemblée, suggère l'idée de gouvernement représentatif. Fondé sur cette idée, le Bolchévisme

à l'origine donna naissance à une constitution démocratique. Les Bolchévistes semblaient si convaincus des vertus intrinsèques du système électif, qu'ils étaient décidés à l'appliquer même à l'armée. Même les officiers devaient être élus par les soldats. D'après la Constitution bolchéviste, les assemblées locales envoient des délégués au Congrès National. Le Congrès National élit un Collège de Commissaires. Du haut en bas de l'échelle les gouvernants sont censés être les serviteurs et les mandataires du peuple.

Même si les Bolchévistes avaient été sincères, une pareille constitution se serait effondrée dans la pratique. Dans un vaste continent comme la Russie, où quatre-vingts pour cent des électeurs sont illettrés, un Parlement pan-russe librement élu est presque une impossibilité. Mais en fait, les Bolchévistes n'étaient pas sincères. La Constitution bolchéviste n'a jamais existé que sur le papier.

L'élection de l'automne 1917 prouva que l'énorme majorité du peuple russe était hostile au Communisme. Dès le début, les chefs communistes étaient décidés à s'emparer du pouvoir politique sans se soucier d'aucune assemblée constituante, sans tenir compte de la volonté du peuple. Au mois de janvier 1918, Lénine congédia l'Assemblée Nationale avec aussi peu de cérémonie que Cromwell le Parlement-Croupion ou que Bonaparte le Conseil des Cinq Cents.

Pour déguiser ce fait brutal, Lénine appela sa tyrannie du nom retentissant de « Dictature du Proletariat ». Les dictateurs eux-mêmes n'étaient ni prolétaires, ni ouvriers. Dans presque tous les cas c'étaient des intellectuels. Ils appartenaient ou bien à la noblesse comme Tchitchérine ou à la classe des petits propriétaires fonciers comme Lénine ou à la classe moyenne comme Trotzki-Bronstein, ou Zinovief-Apfelbaum ou Radek-Sobelsohn ; neuf fois sur dix c'étaient des écrivains ou des journalistes.

Une fois la dictature établie sur le prolétariat, il devait arriver ce qui arrive toujours en temps de révolution, c'est-à-dire une concentration sans cesse croissante du pouvoir politique. Ceux qui ont lu *La Révolution Française* de Carlyle, se rappelleront qu'en 1789 le pouvoir politique passa rapidement de l'Assemblée nationale au Club des Jacobins, du Club des Jacobins au Comité de salut public et aux Tribunaux Révolutionnaires, et du Comité de salut public à de petites bandes de démagogues pour atteindre son point culminant sous le règne du vertueux Robespierre (1). La même loi s'est exactement vérifiée dans la révolution russe. Une douzaine d'hommes se sont emparés de tout le pouvoir de l'Etat, et tous ces hommes appartiennent au même type : ce sont des hommes d'action caractérisés par une indomptable volonté, par une totale absence de scrupules. Ils professent tous une croyance fanatique dans les principes de Marx, ils ont une foi plus absolue encore en eux-mêmes, ils possèdent tous l'art de manier les foules. Tous se sont endurcis à la dure école de la persécution et de la pauvreté.

Il y a six ans, cette douzaine d'hommes se sont partagé entre eux les différentes tâches révolutionnaires. Trotzki est l'organisateur de l'armée, Radek est le directeur général de la propagande, Dzerdzinski est l'inquisiteur général, Zinovief est le dictateur de Petrograd, Kamenev et Kalénine, Rykov et Staline sont les manipulateurs de la machine du parti. Tchitchérine est le grand spécialiste en politique étrangère et il est assisté par le Bulgare Kakovski, l'Arménien Karakhan, et le Juif Litvinov. Krassine est le conseiller commercial, Scheinmann est l'expert financier, Boukhaine est le théoricien en chef, l'exégète de la vraie Foi et le directeur général de la presse.

Au-dessus d'eux, Lénine est le surhomme, le régisseur en chef et le génie incarné de l'idée bolchéviste. Tous ces hommes forts ont derrière eux un parti fort et ce parti doit sa force non pas au nombre, mais à une discipline de fer et à une organisation merveilleuse. Jugé d'après le nombre de ses adhérents, le parti communiste est insignifiant. Le nombre total de ses membres n'a jamais atteint un demi-million. Même à Petrograd qui est plus bolchéviste que Moscou, même pendant l'année 1920 qui marque le zénith du gouvernement bolchéviste, le chiffre total des membres inscrits dans le parti communiste n'était que de sept mille. Ce nombre peut sans doute s'être accru et s'est actuellement accru sur le papier, mais il faut noter que ce parti n'a pas intérêt à accroître artificiellement ses effectifs ; au contraire, le parti communiste a un intérêt essentiel à comprimer le nombre de ses membres comme les partis anglais en ont à augmenter le leur,

(1) Rappelons que les articles de M. Saroléa ont été écrits en anglais et qu'ils étaient principalement destinés, dans la pensée de leur auteur, au public anglais et américain. (Note de la Rédaction.)

(1) Voir la *Revue Catholique* du 11 janvier.

car le parti communiste est une sorte de société secrète ou de franc-maçonnerie. Plus grand serait le nombre de ses adhérents, plus grand deviendrait le danger de destruction, de division, de schisme.

On peut dire qu'à la lettre le parti communiste n'a jamais représenté qu'une fraction infinitésimale des électeurs ; il ne compte pas, et n'a jamais compté, un demi pour cent de toute la population de la Russie. N'étant qu'une minorité infime, les dictateurs et le parti communiste qui les a soutenus ou tolérés, étaient obligés de gouverner en recourant à ces moyens artificiels par lesquels une minorité a toujours su imposer sa volonté à la majorité. La minorité a été contenue par la discipline et par le fanatisme. La majorité a été dominée par la force brutale et par la terreur, par l'intrigue et la corruption.

Le premier instrument des dictateurs bolchévistes fut l'armée rouge. En mai 1917, les Bolchévistes sont apparus devant l'opinion publique comme des antimilitaristes qui désiraient la paix à tout prix. En douze mois ils avaient mis sur pied une armée formidable qui battit l'une après l'autre toutes les armées européennes ou russes envoyées contre elle.

Trotsky a été glorifié comme l'organisateur de l'armée rouge, comme le Carnot ou le Napoléon du Bolchévisme. Je ne voudrais pas déprécier les facultés organisatrices de cet homme extraordinaire, mais il faut admettre qu'il a eu une tâche relativement aisée. Il n'avait qu'à perfectionner la machine militaire que lui avait léguée l'ancien régime. Il avait à sa disposition des ressources en hommes illimitées, il n'avait qu'à choisir le million de soldats qui restaient des armées tsaristes.

Lors de la terrible famine qui sévit à la fin de 1917, le meilleur moyen d'échapper à la mort était de rejoindre l'armée rouge. La faim était le meilleur sergent recruteur pour Trotsky.

Le principal mérite de Trotsky fut de savoir approprier les moyens au but politique qu'il poursuivait. Afin de prévenir la désaffection dans la nouvelle armée, il a su mettre des commandants dignes de confiance dans tous les postes importants ; il a su contrôler chaque unité par un système d'espionnage, de cellules communistes établies dans chaque institution, dans chaque village. Afin de détruire l'esprit de corps des anciens régiments, il a su mêler les différents éléments raciaux, les Lettons, Arméniens, Chinois, Juifs, Géorgiens et Tartares ; chaque race a rempli la tâche qui lui était destinée dans la nouvelle armée.

Afin de pourvoir aux nécessités des circonstances, il a formé des régiments d'« assaut » et des divisions de « choc » ; pour le service des expéditions punitives et des représailles il a recruté sa garde du corps à après le même principe que Cromwell recruta ses « Côtes de fer » ou comme les Sultans de Turquie prenaient leurs janissaires parmi les sauvages montagnards d'Albanie.

Mais la force brutale ne suffisait pas à assurer la victoire. Car la force brutale, à la fin, pouvait être du côté des gros bataillons. Comme les dictateurs ne pouvaient pas avoir le nombre, ils devaient donner l'illusion de la force. Ils devaient jeter la terreur dans le cœur du peuple par un déploiement continu de l'énergie révolutionnaire. Ils établirent leur police secrète, leurs implacables tribunaux révolutionnaires. Ils n'ont jamais reculé devant les châtimens les plus énergiques. Tout mouvement contre-révolutionnaire fut réprimé par des massacres « en masse ». Moïse Ouritzki et Dzerdzinski ont créé la Tcheka ou Commission extraordinaire, le plus sinistre et le plus efficace instrument d'oppression que le monde ait jamais vu.

S'étant emparés du pouvoir suprême et ayant fait de leur parti, de leur armée, de leurs tribunaux révolutionnaires les instruments qui leur étaient nécessaires pour garder et développer ce pouvoir, les dictateurs étaient en situation d'appliquer leur évangile communiste. Au printemps de 1918, ils commencent leur glorieuse tâche d'établir le nouveau paradis sur terre. L'Etat monopolise tous les moyens de production. Les manufactures privées, les magasins privés sont abolis. Tous les services sont nationalisés. Une vaste bureaucratie communiste, comprenant des millions d'employés, s'installe dans les palais des tsars, dans les hôtels de l'aristocratie, dans les couvents de l'Église. Ils deviennent les agents partout présents du nouvel Etat communiste, les ministres de la nouvelle Révélation. Désormais l'Etat sera l'universelle Providence et l'universel Pourvoyeur, distribuant en rations équitables la manne du Communisme à cent cinquante millions de Russes.

Malheureusement pour les dictateurs bolchévistes, à peine avaient-ils pu lier leurs décrets souverains ordonnant la nationalisation de toute la richesse nationale, que par une sorte de magie noire, toute la richesse nationale s'évanouit immédiatement. Les Communistes

avaient concentré leurs cerveaux pleins de ressources sur le problème de la distribution des richesses, convaincus que le problème de la production se résoudreait de lui-même. Mais ce ne fut pas le cas. La production s'arrêta subitement. Il sembla qu'il y avait plus de consommateurs que jamais. Rien que dans l'administration, il y avait sept millions de bouches à nourrir. Mais personne ne voulait, ni ne pouvait produire. La seule chose que l'on produisait sans difficulté ni interruption, c'étaient les innombrables lois et règlements du nouveau gouvernement et des billions de papier-monnaie. Hélas ! les décrets communistes demeurèrent lettre morte et la valeur du papier-monnaie tomba à zéro.

Cependant, aux enthousiastes le problème du Communisme en Russie semblerait idéalement simple, beaucoup plus simple que dans les pays capitalistes et si arriérés de l'Europe. Car en Russie il n'existe qu'une classe, à savoir une classe de paysans, comprenant quatre-vingt-cinq pour cent de la population et qui semble en état de produire plus qu'elle ne consomme. Et cette classe produisait précisément les vivres et les matières premières dont les travailleurs soviétiques avaient le plus urgent besoin. En outre, cette classe paysanne avait reçu la terre pour rien et s'était colossalement enrichie grâce à la révolution. N'était-il pas juste de lui demander de servir la révolution à qui elle devait tout ? De travailler pour le gouvernement qui l'avait déliivrée ? De cultiver le sol ? D'en vendre les produits à l'Etat communiste ? Ainsi tout eût été bien et l'Etat n'aurait pas eu de peine à réaliser son haut idéal.

Hélas ! le paysan ne songeait ni à son devoir ni à son bonheur. Il refusa de vendre. Nulle part le paysan n'est enclin à la philanthropie. Le moujik russe considéra que les ouvriers des villes menaient un carnaval révolutionnaire à ses dépens. Il devait payer des prix extravagants pour chaque chose que produisaient les ouvriers et il recevait des prix ridiculement disproportionnés pour les produits agricoles. Pourquoi les paysans eussent-ils fait tout le dur labeur d'entretenir une classe de citoyens parasites ou de travailleurs industriels qui ne travaillaient pas ? Pourquoi auraient-ils accepté la monnaie sans valeur qui, un mois après qu'ils l'avaient reçue, s'était dépréciée d'un million de pour cent ? Les paysans égoïstes et rebelles à la régénération bolchévique refusaient de vendre leurs vivres et faisaient échouer la politique soviétique.

Pour vaincre l'opposition des paysans, le gouvernement des Soviets avait à sa disposition un remède simple et clair. Si les paysans refusaient d'obéir, s'ils refusaient de vendre leurs produits agricoles, le gouvernement n'avait qu'à envoyer des expéditions punitives ; il n'avait qu'à appliquer contre les moujiks ces mêmes méthodes de terrorisme qui s'étaient révélées si efficaces contre les seigneurs et les bourgeois. Le remède semblait d'autant plus recommandable qu'avec les paysans le terrorisme semblait avoir plus de chances de succès encore qu'avec les autres classes de la population. D'abord, ils avaient toujours été accoutumés à obéir. Ensuite, ayant été les premiers à se joindre à l'orgie révolutionnaire et à en profiter, s'étant emparés de la terre après avoir massacré les propriétaires, ils étaient devenus les complices des Bolchévistes. Leur sort était lié au succès final de la Révolution.

C'est pourquoi les dictateurs bolchévistes se mirent à agir contre les paysans récalcitrants. Les méthodes de terrorisme, l'incendie des villages et la prise des otages, réussirent pour un temps, mais seulement pour un temps. Les expéditions punitives étaient en somme des expédients désespérés et coûteux. La Russie est un trop vaste pays et les villages sont dispersés trop loin. D'ailleurs, même quand les paysans cessaient toute résistance active, ils continuaient à opposer une résistance passive. Et celle-ci était bien plus efficace. Car les dictateurs pouvaient confisquer les provisions de vivres du moujik ; mais ils ne pouvaient l'obliger à cultiver la terre s'il n'en avait pas envie. Et le moujik ne voulait pas cultiver plus qu'il n'était nécessaire pour subvenir à ses besoins. D'ailleurs, l'attitude mentale des paysans avait changé. C'était l'orgueil des Bolchévistes d'avoir créé une nouvelle humanité russe qui jamais n'accepterait l'oppression. La propagande même des agitateurs bolchévistes travaillait maintenant contre eux. Ce n'est pas en vain que le serf était devenu un homme libre. Ce n'est pas en vain qu'il s'était enivré du vin nouveau de la liberté.

Les paysans n'ont cessé de persister dans leur politique de résistance passive, dans leurs méthodes de « grève perlée » (*ca-canny*). L'inévitable résultat fut que l'étendue des terres cultivées se rétrécit avec une rapidité alarmante. La production agricole décréut à un tel degré que bientôt il n'y eut plus de vivres à fournir aux populations affamées des villes. Ajoutez que pour aggraver encore la catastrophe, l'arrêt

de la production agricole coïncida avec une succession de mauvaises récoltes et avec une cruelle sécheresse. Dans toute la Russie les hommes moururent par millions. Le monde civilisé assistait avec une impuissance déconcertée à l'une des plus sombres tragédies des temps modernes.

Les dictateurs soviétiques avaient écrasé l'aristocratie. Ils avaient décimé la classe moyenne. Et voilà qu'à la veille même de leur triomphe politique et militaire, ils étaient vaincus par les paysans !

C'était évidemment à quoi l'on devait s'attendre. Il était inévitable que dans un Etat agricole le paysan eût le dernier mot. Ainsi qu'il arriva presque partout dans la guerre mondiale, la campagne l'emporta sur la ville. Les dictateurs durent capituler. En mars 1921, Lénine proclama sa Nouvelle Économie Politique. Il reconnut que le Communisme était prématuré, qu'il ne pourrait être introduit que par degrés. La production et le commerce privés furent restaurés. Les magasins furent ouverts. Les nombreux décrets solennels d'excommunication à l'égard du capitalisme furent révoqués. Des ambassadeurs des Soviets, conduits par M. Krassine, furent envoyés dans toutes les directions pour inviter le capital européen et américain à secourir la Russie affamée. Et non seulement le capital fut invité à rentrer en Russie, mais on lui promit des privilèges étendus et des monopoles tels qu'il n'en avait jamais reçus jusqu'alors. De vastes concessions seraient garanties à tout syndicat étranger qui voudrait placer son argent en Russie ou en Sibérie. Le « paradis de l'ouvrier » allait devenir paradis du millionnaire, une nouvelle Afrique du Sud ou Californie.

Telle fut la brusque et singulière fin de l'expérience communiste que fit la Grande Russie. Cette expérience avait été faite sous les auspices les plus favorables. Elle était tentée sur le plus patient et le plus passif des peuples. Néanmoins elle avait échoué. Au prix de dix millions de vies humaines : effrayante leçon et avertissement éternel pour les utopistes socialistes dans tous les pays !

La Nouvelle Économie Politique

La proclamation faite par Lénine de la politique soviétique ouvrant la Russie au commerce privé et invitant les capitalistes de tous pays à participer à l'exploitation de l'empire soviétique fut partout dénoncée par les critiques socialistes comme un compromis opportuniste, comme une cynique trahison des principes communistes, et comme une capitulation devant le capitalisme. Je ne pense pas que ces naïfs critiques socialistes comprenaient la signification de l'évangile marxiste. L'évangile marxiste se moque comme d'une guigne des premiers principes et abonde en compromis. Comme son maître, Lénine a la sagesse du serpent. Comparé à lui, Machiavel même est un sentimental. Quand vous engagez une longue et dangereuse guerre pareille à la guerre du prolétariat contre la bourgeoisie, vous ne pouvez pas vous payer le luxe d'être un doctrinaire, vous devez être prêt à revenir en arrière, si les circonstances l'exigent, et à user de tous les moyens pour atteindre votre but. Sans doute, l'on peut voir en Lénine un cynique opportuniste, du moment que l'on ne perd pas de vue que son cynisme est fidèle à l'esprit du marxisme, et que c'est l'essence même du matérialisme marxiste que d'éliminer des affaires humaines toutes les considérations morales.

On ne peut pas affirmer davantage que l'appel de Lénine aux chasseurs de concessions européens et américains soit en contradiction avec les doctrines du maître. Il ne faut pas oublier que dans la casuistique bizarre et tortueuse de Marx, le capitalisme est souvent accueilli comme un allié. En réalité, l'ennemi le plus dangereux du Communisme, ce n'est pas le capitaliste, mais le petit propriétaire paysan et le petit commerçant bourgeois. Le capitalisme est un stage nécessaire dans l'émancipation économique et politique du travailleur. Lénine considère un puissant capitalisme comme une condition essentielle d'une vigoureuse guerre des classes. Plus fort sera le capitalisme, plus fort sera le prolétariat et plus acharnée aussi la lutte entre les classes. La principale cause du recul actuel du Communisme russe, c'est que la Russie n'a pas encore dépassé l'étape agricole et que son industrie encore dans l'enfance n'a pas développé un prolétariat suffisamment nombreux.

Curieux paradoxe : tandis que Lénine causait un amer désappointement dans le camp socialiste, il était salué dans le monde conservateur des affaires comme l'annonciateur de meilleurs jours et le sauveur possible du commerce britannique. Nulle part la « Nouvelle Économie Politique » n'excita un intérêt plus vif qu'en Angleterre. Les cercles commerciaux de la Cité ouvrirent leurs bras à cet ambassa-

deur vraiment habile, M. Krassine, le millionnaire du soviétisme. Au milieu de la dépression générale du commerce et de l'industrie, il y avait enfin une chance raisonnable de recouvrer le marché mondial aux plus riches « possibilités ». Les perspectives actuelles du commerce russe pouvaient être petites, mais les perspectives futures étaient sans bornes. Il était impossible de surestimer les « possibilités » d'une nation de cent cinquante millions de paysans, adoptant des méthodes perfectionnées de production agricole, un plus haut étalon de vie (*standard of living*) et un pouvoir d'achat grandissant. Le fait que le gouvernement russe avait fait faillite et ne reconnaissait pas ses dettes d'avant-guerre n'était pas un argument contre la reprise de notre commerce avec la Russie. Après tout, la banqueroute de la Russie était le résultat d'un cataclysme mondial. La perte des placements faits en Russie avant la guerre n'affectait pas plus le crédit du peuple russe que l'incendie de Chicago ou le tremblement de terre de San-Francisco n'ont affecté le crédit de l'homme d'affaires américain.

Parmi la colonie européenne de Moscou et de Petrograd j'ai trouvé une petite minorité, particulièrement de gens arrivés récemment en Russie, qui faisait profession de croire à la Nouvelle Économie Politique. Ils pensaient que dans les derniers dix-huit mois la situation s'était déjà sensiblement améliorée, qu'en conséquence le régime soviétique avait conclu un nouveau « bail », et qu'il poursuivait probablement une évolution graduelle et pacifique. Ils prétendaient qu'une vue sensée de la situation et l'analogie de l'histoire pouvaient justifier un optimisme raisonnable et devaient nous amener à soutenir le gouvernement soviétique. En somme, les Bolchévistes avaient fait des écoles dont ils avaient profité. C'était pour eux une question de sécurité personnelle, une question de vie ou de mort, que de faire réussir la Nouvelle Économie. Quels qu'aient pu être leurs crimes antérieurs et leurs fautes, c'étaient des hommes énergiques et capables. Et c'est précisément d'hommes énergiques et capables que le peuple russe avait besoin dans les circonstances présentes. Quand Napoléon prit le pouvoir suprême après le 18 Brumaire, il choisit ses deux principaux ministres parmi les Terroristes et il les garda dix ans. Pourquoi le peuple russe serait-il plus scrupuleux que Napoléon ? Trotzki est plus fort que Fouché et Tchitchérine est beaucoup plus honnête que Talleyrand...

D'un autre côté, j'ai trouvé que la grande majorité de la colonie étrangère, particulièrement les gens qui ont passé un long temps en Russie, ne croyaient pas qu'il y eût lieu d'être optimiste. Ils étaient convaincus que toutes les espérances à cet égard se fondaient sur des illusions. Certes, il semblait se produire une renaissance du commerce et celle-ci devait nécessairement frapper ceux qui, il y a deux ans, avaient traversé l'enfer communiste. Par exemple, en visitant le Bazar Smolenski ou le Bazar Sucharewski à Moscou, vous trouviez une foule compacte de cinquante mille personnes se livrant à une orgie de petits achats. Mais de pareils symptômes sont tout à fait trompeurs. Ce petit commerce de détail n'était pas plus, disaient-ils, la preuve de la santé du commerce que les dizaines de milliers de femmes et d'enfants qui vendaient des boîtes d'allumettes et des cigarettes à minuit, dans les rues de Moscou.

Entre ces deux attitudes extrêmes d'optimisme et de pessimisme, j'estime que les témoignages sont plutôt en faveur des pessimistes que des optimistes. Toute renaissance de la vie économique paraît être superficielle, artificielle et momentanée. Il y a des faits brutaux qui ne se laissent pas supprimer : l'industrie reste stagnante ; les usines demeurent fermées ; depuis trois ans le gouvernement discute de gigantesques projets d'électrification ; mais cette électrification fait sourire : on affecte même de prononcer « électrifications ». Le gouvernement avait organisé à grands frais une magnifique exposition, aussi merveilleuse que n'importe quel village de Potemkine. Mais cette exposition n'a pas attiré de visiteurs étrangers. Le coût de la production augmente constamment. Le prix de la vie ne cesse de faire des bonds énormes. Un costume coûte quarante livres sterling ; une paire de souliers cinq livres, une paire de bottes dix livres. En pratique, il n'y a pas de commerce avec l'étranger. Il n'y a pas d'indices montrant que la confiance publique renaît. Surtout, la situation économique des paysans n'a pas beaucoup l'air de s'améliorer. Il y a une terrible disproportion entre les prix que le paysan doit payer pour subvenir à ses besoins et les prix qu'il reçoit lui-même pour ses produits agricoles. La condition des ouvriers dans les villes est assez mauvaise. Mais les voyageurs déclarent unanimement que la situation en province et à la campagne est encore beaucoup pire.

Avant la guerre, le chiffre des affaires traitées à la foire d'été de Nijni-Novgorod était considéré comme un indice assez exact du com-

merce général du pays. Cette foire attirait des marchands de toute race, venus de toutes les parties de la Russie et du continent asiatique. A la fin de mon séjour à Moscou, j'avais l'intention d'aller à Nijni-Novgorod. Un homme politique américain qui en était revenu à la fin de septembre, me dissuada vivement d'entreprendre ce voyage. « N'y allez pas, me dit-il. Vous perdriez votre temps. La Foire de Nijni est une supercherie. Je viens d'y aller. Il n'y a absolument rien à y faire. »

Le fait est que malgré la proclamation de Lénine, il n'y a pas eu de changement fondamental dans le système soviétique. « Plus ça change, plus c'est la même chose... » Sans doute les illusions de l'utopie communiste ont dû être abandonnées ; mais l'illusion du socialisme d'Etat subsiste. Et avec toute la déference que j'ai pour les illustres champions du socialisme d'Etat, M. et Mme Sidney Webb, je suis bien obligé de dire que l'expérience russe du socialisme d'Etat se montre presque aussi désastreuse que le communisme lui-même. L'Etat soviétique reste l'universelle Providence et l'universel Pourvoyeur. Une bureaucratie monstrueuse survit. Il y a encore des essais de fonctionnaires et de parasites dévorant la substance du peuple. En vain des centaines de milliers ont été congédiés à cause de la situation financière du Trésor soviétique. Des millions demeurent, décourageant toute initiative, toute entreprise.

Le géant russe dans les chaînes du fonctionnarisme rappelle Gulliver lié au sol par les petits hommes de Lilliput. Il faudrait, en effet, la plume de Swift pour décrire en détail le socialisme bureaucratique (*Red tape socialism*) du régime bolchéviste. Si les conséquences n'étaient pas si tragiques, les méthodes de la bureaucratie soviétique seraient un admirable sujet de haute comédie, dans le style de l'immortel chef-d'œuvre de Gogol, le *Reviseur*.

Pendant la guerre, une des industries les plus prospères de l'empire russe était la manufacture de membres artificiels. Quelques-unes de ces fabriques orthopédiques parvinrent à survivre et furent nationalisées. Dans l'une d'elles il y a aujourd'hui soixante-huit fonctionnaires des Soviets pour chaque centaine de travailleurs. Un de mes amis avait commandé une jambe artificielle. Il fut avisé qu'il s'écoulerait six mois avant que la jambe pût être fournie.

Un « capitaine d'industrie » allemand, chef de grandes usines électriques, attiré en Russie par les alléchants récits de la presse de propagande soviétique, me racontait qu'il avait perdu un mois à essayer de conclure un contrat. Après avoir passé la plus grande partie de ce temps dans d'innombrables administrations, il avait réussi à obtenir les licences de commercer et d'exporter ce qu'il désirait. Il croyait avoir atteint le terme de ses ennuis, lorsqu'un bureau gouvernemental opposa tout d'un coup son *veto* et le manufacturier allemand dut quitter la Russie sans avoir fait l'affaire. En me racontant cette triste histoire, il bouillait d'indignation. Je tentai de le consoler en lui rappelant qu'il avait beaucoup de compagnons d'infortune et qu'une histoire identique m'avait été contée à la fois par un industriel italien et par un industriel américain.

Des lecteurs m'objecteront peut-être que ces capitaines d'industrie ont eu de la malchance ou que leurs prétentions étaient déraisonnables, ou encore qu'ils n'avaient pas « eu la manière » avec les fonctionnaires soviétiques. Malheureusement l'objection ne tient pas. En effet, on n'a pas besoin de faire l'expérience d'un capitaine d'industrie négociant une grande affaire pour observer et comprendre l'action de l'énorme et lourde machine bureaucratique. Même un modeste voyageur comme moi peut tirer ses propres conclusions d'observations tout occasionnelles et tout ordinaires. Il ne se passait pas de jour que je n'eusse à méditer sur l'une ou l'autre leçon de choses qui jetait un jour sinistre sur le socialisme d'Etat russe.

Je faisais allusion dans une étude antérieure à l'administration des hôtels soviétiques. Je n'aurais pas de peine à écrire un chapitre spécial, précis et décisif, relatant les incidents variés qui se produisirent durant mon bref séjour dans les hôtels bolchévistes. Quand, désirant payer une tasse de thé, je devais changer un billet, je découvrais régulièrement que le portier m'avait donné trois cents millions de roubles de moins que le cours officiel du change, ce qui était un crime punissable d'emprisonnement. Si je me plaignais au gérant du service scandaleux, ou plutôt du manque de service, je découvrais que le gérant n'osait pas blâmer les domestiques en faute. Évidemment ce n'étaient pas des domestiques, mais des « camarades » aux principes bolchévistes irréprochables, et leur besogne réelle n'était pas de me servir, mais de m'espionner. Si dans un autre hôtel, après avoir réglé ma note, dix-huit milliards de roubles, je me hasardais à demander un reçu, le directeur m'expliquait que ce n'était pas la coutume de délivrer des reçus. Étant donné qu'en tout cas l'hôtel ne rapportait rien et que le

gouvernement n'en vérifiait pas les comptes, la coutume si commode de ne pas délivrer de reçus avait probablement ses raisons.

Feraï-je des commentaires sur l'administration des voies et transports publics ? Je n'ai pas le loisir de citer les règlements du trafic fluvial de Petrograd, lequel jusqu'à l'an passé était contrôlé par vingt bureaux différents. Soit dit en passant, c'est la principale raison pour laquelle il n'y a plus du trafic de tout. Mais je mentionnerai un petit incident de la rue.

Quand j'arrivai à Petrograd, je trouvai que les lignes de tramways étaient enlevées dans plusieurs des principales rues, y compris la *Prospective Newski*, qui est la *Princes Street* de la métropole. Dans tout autre pays le travail eût été fait par petites sections, graduellement et systématiquement. Il aurait aussi été achevé très vite et en toute urgence afin d'éviter toute perturbation grave du trafic. Dans la Russie des Soviets, des kilomètres et des kilomètres de rues étaient éventrés, sans égard pour les inconvénients en résultant pour le public. Ça et là, l'on pouvait voir une demi-douzaine d'ouvriers faisant leur tâche, sans régularité, tout à loisir, en causant politique ou en contemplant le ciel. Et cet important travail avait évidemment été commencé au début d'octobre, quelques jours avant l'arrivée de la gelée : il en résultait que très prochainement l'ouvrage serait interrompu et que les principales avenues de Petrograd demeureraient dans un affreux état pendant les sept longs mois d'hiver.

Tournerai-je un instant mon attention vers l'administration des Bâtiments publics ? Presque chaque jour j'avais affaire au Ministère des Affaires étrangères. Ce Ministère restera toujours associé dans mon esprit avec le mystérieux ascenseur du hall d'entrée qui doit avoir torturé et exaspéré comme moi des milliers de visiteurs. Les semaines passaient : l'ascenseur, éternellement hors de service, refusait de monter vers les régions élevées de la diplomatie soviétique. Les semaines passaient : les diplomates fatigués continuaient à grimper cinq étages d'escaliers. Un matin je montais cet escalier avec un journaliste de New-York. Je lui demandai combien il faudrait de temps pour réparer un ascenseur comme celui-là dans un bureau de New-York. « Si je ne me trompe, répondit mon ami d'Amérique avec un clignement d'yeux, dans mon bureau de New-York cet ascenseur aurait été réparé en une couple d'heures. Mais je présume que les gens d'ici ont des « objections de conscience » contre l'usage des ascenseurs. Et qui pourrait dire qu'ils n'ont pas raison à leur point de vue ? En somme, un ascenseur est une invention bourgeoise et il est employé principalement par des capitalistes gras et paresseux. Comme les jeunes Bolchévistes là-haut doivent tirer quand ils nous voient, nous autres, vieilles barbes, escaladant péniblement cent marches ! »

Parlerai-je de l'administration de l'imprimerie publique ? La plupart des maisons d'impression et d'édition ont été nationalisées. La plupart des libraires sont des libraires du gouvernement. C'est là une partie de l'œuvre très importante de la propagande bolchéviste. Dans aucune ville d'Europe je n'ai vu autant de librairies qu'à Moscou. Mais toutes ces librairies semblaient vides. On ne voyait personne achetant des livres. La raison en était claire : les gens achetaient peu, non seulement parce qu'ils n'avaient pas d'argent, mais parce que les publications du gouvernement étaient effroyablement chères. Et les publications étaient chères parce que le travail était improductif et les frais d'administration prohibitifs. « Vous devez comprendre — m'expliquait un « manager » soviétique — que nos huit mille ouvriers ne travaillent que six heures par jour. » Et il ajoutait avec une expression de découragement : « Si seulement ils travaillaient honnêtement leurs six heures par jour, les choses n'iraient pas si mal !... »

Je terminerai mes exemples par une autre petite expérience personnelle, très significative. Au moment même de quitter Petrograd, je m'aperçus que j'étais arrivé à la fin de mes ressources et que je serais forcé de changer un chèque anglais de cent livres. J'avais un passe port diplomatique, j'étais bien connu dans les cercles gouvernementaux, et une demi-douzaine d'amis étaient prêts à endosser mon chèque. Je fis toutes les banques l'une après l'autre, sans pouvoir nulle part toucher mon chèque. J'exprimai ma surprise aux différents directeurs de banque : « C'est le monde à l'envers ! Vous racontez toujours que vous avez besoin de capital étranger. Pourtant, quand un étranger vous apporte une centaine de bonnes livres anglaises et vous offre de les échanger contre votre monnaie dépréciée, vous refusez ces bonnes livres anglaises. » Un candide directeur de banque fut assez aimable pour élucider ce mystère. Le gouvernement soviétique fait des efforts désespérés pour stabiliser la monnaie. A cet effet, six mois auparavant il avait établi sa nouvelle unité monétaire, le *Tchérovonietz*. La nouvelle unité monétaire est censée valoir dix roubles or.

Avec la vieille monnaie dépréciée on paie sa femme de ménage ou bien son cocher ; avec la nouvelle monnaie appréciée on paie les taxes et les fonctionnaires publics. Le gouvernement a usé de tous les moyens pour maintenir le cours du *Tchervonietz*, avec ce résultat qu'à présent il vaut vingt-deux shillings dans une banque officielle, tandis que sur le marché libre on peut échanger un *Tchervonietz* contre une Livre sterling. Un des moyens artificiels employés pour maintenir le taux du *Tchervonietz*, c'est de lui donner un monopole, d'en maintenir le cours forcé et de décourager la circulation d'une bonne monnaie étrangère comme, par exemple, le chèque anglais. Si jamais la Livre anglaise était acceptée librement, la bonne monnaie aurait tôt fait de chasser la mauvaise, et la vie du *Tchervonietz* finirait prématurément.

J'ai cité ces faits en apparence insignifiants, empruntés à mes observations personnelles, parce que tous me semblent aboutir à la même « morale », à savoir que toute la vie économique repose sur des fondations pourries. Or, dit Bacon : « *Instauratio facienda ab imis fundamentis* ». Des ordres intermittents du gouvernement peuvent maintenir l'illusion d'une amélioration dans la situation économique. Mais le système lui-même est désespérément mauvais. Il y a une chose qui est essentielle pour une renaissance permanente du commerce, à savoir le principe vivifiant de la liberté, de la concurrence, de l'initiative privée. Mais initiative, liberté de la presse, liberté de la critique, liberté du commerce, liberté d'aller et venir, voilà précisément ce que le gouvernement soviétique n'a pas le moyen de donner au peuple.

Un soir, en regardant le ballet de l'Opéra de Moscou, un haut fonctionnaire me dit dans un chuchotement confidentiel que probablement le printemps prochain verrait l'apparition d'un journal indépendant, non officiel. J'avoue que je suis très sceptique concernant une innovation aussi audacieuse. Liberté de la critique et liberté du commerce déchaîneraient des forces politiques et morales que le gouvernement ne pourrait maîtriser. La liberté de la critique signifierait la fin de la dictature ; la liberté du commerce, la fin du socialisme d'Etat.

Ajoutons que cela signifierait aussi le commencement d'une guerre civile. Une évolution pacifique sous la conduite des dictateurs actuels peut être une fin que nous souhaiterions avec fervent. Mais une telle évolution pacifique est la plus improbable des éventualités. L'infortunée Russie n'est pas au bout de ses peines. Trop d'intérêts s'enchevêtrent. Trop de parasites profitent du système actuel. Trop de sang a été versé, trop de crimes commis ; trop d'injustices doivent être vengées, trop de passions se sont amassées. Les difficultés économiques de la Russie peuvent — peut-être — être surmontées ; mais ces difficultés économiques sont liées à de formidables problèmes politiques et moraux. Et il est extrêmement improbable que ces problèmes politiques et moraux puissent être résolus par les dictateurs actuels d'après le système bolchéviste. La scène devra être évacuée pour de nouveaux acteurs afin que s'y joue une nouvelle tragédie russe.

Le royaume de l'Antéchrist

Quand on essaie de faire des prédictions concernant la Russie soviétique, on doit se rappeler que le régime bolchéviste non seulement défie les instincts élémentaires de la nature humaine, mais des forces spirituelles incalculables. Et si l'histoire des autres nations européennes comporte une leçon, ces forces doivent à la fin l'emporter. A la veille même de la guerre, le fameux « leader » pacifiste, M. Norman Angell, racontait volontiers à ses auditeurs que les guerres religieuses étaient devenues une chose du passé, qu'elles étaient inconcevables à notre époque éclairée. Pour de telles assertions qui étaient tout à fait courantes avant 1914, il est d'une féroce ironie que nous soyons aujourd'hui les témoins de la plus grande guerre religieuse de l'histoire moderne. Car la lutte tragique qui se poursuit en Russie doit être considérée en premier lieu comme une lutte entre deux religions opposées et deux idéals contradictoires.

Il peut sembler erroné de parler d'idéals à propos de Bolchévisme, puisqu'il est de l'essence même du Bolchévisme de nier tous les idéals. Idéalisme et matérialisme s'excluent mutuellement. Et n'est-ce pas la grande fierté du Marxisme que de prétendre fournir une interprétation strictement matérialiste de toute l'histoire humaine ? De même, à première vue, c'est abuser des mots que, d'appeler le Bolchévisme une religion. S'il l'est, c'est assurément une religion d'une étrange et nouvelle sorte. Toutes les autres religions se distinguent par deux caractères principaux. En premier lieu, elles ont essayé de renforcer les liens de la société humaine. En second lieu, elles ont essayé de discerner une fin morale dans le gouvernement de l'univers. Les traits caractéristiques du Bolchévisme sont exactement à l'opposé. Au

lieu de chercher à resserrer les liens qui unissent les hommes, il place une guerre des classes ininterrompue et impitoyable au premier plan de la vie politique. Au lieu de prêcher un évangile d'amour, il prêche un évangile de haine. Au lieu de découvrir une fin morale dans les affaires humaines, il bannit délibérément toute loi morale de la destinée de l'homme. On a fréquemment comparé la mission historique de Robespierre et celle de Lénine. Et sans doute, il y a beaucoup de traits communs entre ces deux grands terroristes. Mais il y a aussi cette différence essentielle que Robespierre était un déiste fanatique, tandis que Lénine était un athée fanatique. Robespierre envoyait ses adversaires à la guillotine, simplement parce qu'ils ne croyaient pas en Dieu. Lénine considère que c'est le devoir de tous ses disciples d'extirper toute croyance en Dieu et d'éteindre toutes les lumières du Ciel.

Pour les raisons qui viennent d'être exposées, je suis prêt à accorder que la Foi bolchéviste est une religion d'une espèce unique et sinistre. Et cependant, nous comprendrions peu de chose au Bolchévisme, si nous ne comprenions pas clairement que le Communisme est beaucoup plus qu'une doctrine économique ou qu'un système politique ; qu'au sens strict et littéral, la secte communiste est une communauté religieuse organisée, pourvue de tous les organes et caractères qui distinguent d'autres religions instituées. Le Communisme a ses Saintes Écritures, à savoir les écrits de Karl Marx qui sont révélés, inspirés et infaillibles. Il a ses commentateurs et sa scolastique, ses prophètes et ses martyrs. Il a son corps de dogmes, son orthodoxie et ses hérésies. Il a ses conciles œcuméniques et ses congrès internationaux, ses rites et ses symboles, ses cérémonies d'initiation et d'excommunication. Il a ses promesses de salut, ses espoirs millénaires, son système de récompenses et de châtiments, son paradis et son enfer. De même que le Christianisme il prétend à un caractère universel, il inspire à ses sectateurs une dévotion fanatique. Et de même que l'Islamisme il répand ses doctrines par le glaive.

Des observateurs étrangers qui étudient la révolution russe peuvent avoir de la peine à concevoir cet aspect du Communisme. Mais cet aspect est certainement accepté et pleinement reconnu par la majorité du peuple russe. Presque chaque Russe, qu'il soit croyant ou agnostique, attirera d'abord votre attention sur le côté religieux du Communisme. Pour le Russe moyen, le Bolchévisme est, en tout premier lieu, une conspiration démoniaque et satanique. C'est l'Église de l'Antéchrist. En ce moment même, d'un bout à l'autre de la République russe, les adversaires du Bolchévisme fixent les yeux avec anxiété et avec respect sur l'Apocalypse. Ils tâchent de trouver dans le Livre sacré des révélations une explication mystique des horreurs qui arrivent aujourd'hui et une anticipation du Jugement dernier qui arrivera demain.

Le sens commun, à première vue, est tenté de considérer cette interprétation mystique comme un prestige de la superstition et comme une grossière caricature des buts du Bolchévisme. Mais, si l'on y fait attention, cette interprétation contient une large part de vérité. Un orthodoxe russe a certainement le droit d'appeler le présent régime le « Royaume de l'Antéchrist », si vraiment le but du Bolchévisme est de faire disparaître la religion chrétienne de la face de la terre. Et notons que les Bolchévistes eux-mêmes proclament ouvertement que tel est leur but principal, qu'à leur avis la survivance du Christianisme est le principal obstacle à leur triomphe. Ils ne sont jamais fatigués de rappeler à leurs sectateurs que tous les chrétiens sont nécessairement des contre-révolutionnaires et des réactionnaires. En face du sanctuaire le plus vénéré de l'Église orthodoxe de Moscou, la chapelle de la Vierge Ibérienne, les dictateurs, ainsi que je l'ai mentionné plus haut, ont inscrit en lettres énormes cette inscription provocante : « La religion est l'opium du peuple ».

Et ici encore il faut noter que la révolution bolchéviste est absolument unique dans l'histoire moderne. Toutes les autres révolutions ont essayé de se concilier l'appui du Christianisme. Elles ont insisté sur les affinités existant entre le christianisme et le socialisme ou l'anarchisme. Même les terroristes français considéraient le Christ comme un allié ; ils le salueaient comme le saint patron des « Sans-Culottes ». Au contraire, les Bolchévistes sont délibérément, fanatiquement anti-chrétiens. Ils ne se sont pas contentés d'exproprier les églises, de fermer monastères et convents, de massacrer les prêtres. Ce n'est pas la première fois que des choses pareilles se passent, et elles peuvent s'expliquer comme l'accompagnement inévitable et comme les incidents éphémères d'un grand bouleversement social. L'originalité et la singularité du Bolchévisme git dans ce fait qu'il insiste sur l'absolue incompatibilité existant entre le Christianisme et le Communisme, et qu'il voit dans le Christianisme un dangereux concurrent. Il a déclaré

la guerre à toute l'Église chrétienne. Un communiste comme tel se proclamera l'ennemi de Jésus-Christ. Montrer du mépris à tout ministre, symbole ou monument de la religion chrétienne est regardé comme le devoir d'un vrai *tovaritchik* (1).

Pendant mon séjour à Petrograd, sous la conduite d'un jeune fonctionnaire juif, je visitai, un jour, la cathédrale des Saints Pierre et Paul, qui est le Westminster de la Russie. C'est un des sanctuaires les plus impressionnants de l'Europe. Là, dans le chœur de l'église, s'étendaient, désertes et désolées, les rangées des tombes impériales ; là reposait la poussière de tous les tsars et tsarines de la famille Romanov, qui depuis deux siècles ont régné sur le peuple russe, de Pierre le Grand à Alexandre III. Mon jeune Bolchéviste par simple politesse n'aurait pas hésité à enlever son chapeau s'il m'avait mené dans la boutique d'un épicier. Mais il n'enleva pas son chapeau dans ce sanctuaire chrétien, ni ne put s'abstenir de faire des remarques cyniques. Il aurait agi contre l'esprit de sa fanatique croyance s'il s'était incliné devant la majesté de la mort, devant les tragiques souvenirs des siècles et la plus poignante de toutes les tragédies. Pour un Bolchéviste, être vu priant dans une église est un motif suffisant pour être solennellement exclu du parti. De telles exclusions ont lieu tous les jours. Dans les écoles des Soviets garçons et filles sont invités à faire profession publique d'athéisme. Et s'ils refusent, ils sont chassés de l'école. Le jour même de ma visite à l'une des grandes écoles de Moscou, une de ces sentences d'excommunication avait été prononcée par ses camarades contre un enfant de treize ans qui avait assisté à un service à l'église pour plaire à sa mère.

Il y a quelques mois encore, le gouvernement persistait toujours dans cette persécution impitoyable de l'Église qui avait commencé en 1918. Cependant, tout récemment, il y eut à cet égard un changement remarquable, dicté en partie par des considérations de politique intérieure, en partie par des raisons de politique étrangère. L'indignation universelle que provoquèrent, l'été dernier, le procès et le meurtre de Mgr Budkiewicz révéla aux dictateurs qu'ils ne pouvaient continuer impunément à braver le sens moral de toutes les nations civilisées.

Mais, bien que les chefs eussent décidé à la onzième heure d'abandonner leurs méthodes de terrorisme dans leurs rapports avec l'Église, leur but demeurerait le même. Seulement, désormais, ils recoururent aux procédés de l'intrigue, de la séduction et de la corruption où ils sont passés maîtres. Ils réduisirent l'Église à la mendicité. Ils encouragèrent tous les mouvements schismatiques. Ils subventionnèrent un schisme appelé l'Église vivante. Ils amenèrent le patriarche Tychon à se compromettre en faisant la paix avec le gouvernement soviétique, espérant qu'ainsi ils finiraient par le discréditer. Il semble qu'aucune de ces tentatives politiques n'ait eu jusqu'à présent le moindre succès. L'« Église vivante » est déjà une secte moribonde et ses partisans sont décriés comme des traitres et des apostats. Le patriarche Tychon n'est pas un Cardinal Mercier. Il n'a point bravé la puissance et la majesté du gouvernement bolchévique. Conforme à l'esprit de l'Église russe, sa résistance a été passive plutôt qu'active. Cependant, il est plus que jamais l'objet de la vénération universelle. Lorsqu'il officie quelque part à Moscou, il est suivi par une foule si énorme de fidèles que les services de trams doivent être suspendus. Il ne peut y avoir de doute que nous assistons aujourd'hui en Russie à une extraordinaire renaissance de la vie religieuse. Les Bolchévistes vous disent que cette renaissance ne signifie rien, qu'elle n'est que la survivance d'une vieille superstition. Mais si vous considérez les conditions dangereuses dans lesquelles l'Église poursuit sa précaire existence, vous ne pourriez vous empêcher de penser que les manifestations actuelles de la vie religieuse sont des signes des temps et devraient bien faire réfléchir les dictateurs. Assurément, personne aujourd'hui n'a le moindre intérêt matériel à professer publiquement sa fidélité à la vieille Église, bien au contraire. Le mouvement religieux doit donc être considéré comme l'effet spontané des instincts et des besoins vitaux du peuple.

Un jour, visitant un bureau bolchéviste, comme je faisais allusion à la crise religieuse, une employée ne put s'empêcher de me dire : « Après tout, Monsieur, ne pensez-vous pas que par les temps terribles que nous traversons, le peuple a besoin d'un appui et d'un réconfort ? » Je fus étonné d'entendre une employée communiste s'exprimer avec tant de franchise. Évidemment, l'influence de l'opium chrétien empoisonne jusqu'à l'atmosphère des bureaux du gouvernement.

Tandis que les manifestations extérieures de la vie religieuse s'imposaient pour ainsi dire à l'observateur, il était beaucoup plus difficile,

pour des raisons évidentes, d'étudier la renaissance religieuse dans la vie domestique. Je fus invité plusieurs fois par des amis communs à visiter, dans leur famille, des chefs connus de l'Église ; mais je dus, bien à contre-cœur, décliner ces invitations, parce que je devinais que les familles auxquelles je rendrais visite auraient de graves ennuis si j'en venais à publier le résultat de mes études. C'est pourquoi je dus me borner à la société dite *Intelligentsia*, une classe d'hommes qui, avant la guerre, avait été presque sans exception une classe d'agnostiques ou d'anticléricaux agressifs. Je fus frappé du fait que leur attitude à l'égard de la religion avait complètement changé. Ils étaient tous devenus des défenseurs passionnés de l'Église nationale.

Mais outre le culte public dans les églises, outre l'attitude des classes intellectuelles, j'eus l'occasion d'étudier un témoignage frappant et péremptoire de la renaissance de la vie religieuse, notamment la popularité extraordinaire des disputes religieuses. On était presque reporté aux premiers jours du Christianisme ou aux débuts de la Réforme. En une semaine j'assistai à trois de ces disputes religieuses dans le grand hall du Musée polytechnique à Moscou. Je suis sûr que même à Edimbourg, aux jours les plus glorieux de l'Assemblée générale de l'Église presbytérienne, je n'aurais pu être le témoin des scènes impressionnantes que je vis dans la capitale du Communisme athée. Le prix d'entrée, à chacune de ces séances, était d'environ un shilling six pence, une grosse somme pour un Russe « paupérisé ». Et pourtant les meetings étaient fréquentés par des foules considérables et des centaines de personnes se voyaient refuser l'entrée. Les débats commençaient à 8,45 h. du soir et continuaient sans interruption jusqu'à une heure du matin. Il y avait généralement des douzaines d'orateurs inscrits, prêtres et laïcs, ouvriers, paysans et intellectuels. Tous écoutaient avec une attention extatique, interrompue parfois par des protestations violentes ou des applaudissements frénétiques, lorsque les sentiments ne pouvaient être plus longtemps réprimés. Nonobstant la présence de la police rouge, des majorités écrasantes se prononçaient ouvertement en faveur de l'Église nationale. Un soir, M. Lvov, ancien procureur du Saint-Synode sous Kérénski et frère du prince Lvov, premier ministre en mars 1917, se hasarda à prendre la parole après l'évêque Hilarion pour défendre le gouvernement soviétique. Il fut hué, et à l'issue du meeting, je le vis s'échapper en hâte, car il était poursuivi par une foule exaspérée.

Si je ne me trompe, on ne peut douter que, dans leur croisade contre l'Église, les dictateurs n'aient été complètement battus. La conséquence de cette défaite ne pourra se révéler que dans un prochain avenir. Mais elle sera d'une très grande portée. Lorsque les dictateurs proclament que l'Église est une force contre-révolutionnaire, ils ont en un sens parfaitement raison. L'Église peut bien promettre de s'abstenir de toute immixtion dans la vie politique. Elle peut essayer loyalement de tenir sa promesse. Elle peut s'inspirer du principe que son royaume n'est pas de ce monde. Elle peut même s'abstenir de résister à la persécution et à la violence. Mais une Église chrétienne ne peut en conscience reconnaître ou soutenir moralement un gouvernement qui proclame comme un de ses buts principaux la suppression du Christianisme. L'Église orthodoxe ne peut qu'attendre l'avènement de temps nouveaux. Elle sait que ces temps viendront. Car, après la terrible épreuve des cinq dernières années, elle est plus forte aujourd'hui, de par l'affection et la fidélité du peuple, qu'elle ne l'a été depuis des siècles. Dans le passé l'Église s'était discréditée par son alliance avec un tsarisme oppressif. Elle a été purifiée par le sang de ses martyrs. Pendant des générations elle avait été l'instrument de la servitude politique. Aujourd'hui, même des non-croyants déclarent que l'Église est destinée à être l'instrument de la libération et de la régénération nationale.

Le peuple russe est un peuple qui a des qualités admirables et dont la mission historique commence à peine. Mais il a prouvé qu'il était privé, à un degré presque incroyable, du caractère et de la force de volonté qui sont nécessaires à la santé morale du citoyen et de l'État. L'expérience concordante des nations latines et anglo-saxonnes démontre que seule la ferme discipline d'un Christianisme organisé peut fournir certains éléments vitaux, nutritifs et formatifs au corps politique russe. Pour cette raison essentielle ce n'est pas trop de dire qu'une forte Église russe, exempte du césaro-papisme du passé, et restaurée dans la plénitude de son indépendance spirituelle, est une condition *sine qua non* d'un assainissement durable de l'État russe.

CHARLES SAROLÉA...

(1) Camarade, en russe.



“ Genitrix ”

M. François Mauriac travaille de préférence dans le laid : ce qui ne veut pas dire dans le faux ni l'irréel. Notre cœur, en effet, n'est pas totalement bon, et la philosophie scolastique n'a point tort d'appeler l'homme un animal. Elle ajoute, il est vrai, que cet animal est doué de raison, par où il lui est possible de se diviniser en quelque sorte ; mais elle le déclare à la fois pourvu de liberté, c'est-à-dire capable de la pire déraison. Aussi, ne faut-il pas inconsidérément jeter la pierre à tous les écrivains qui nous font sentir que nous participons à la nature des bêtes. C'est un service qu'ils nous rendent d'appuyer ainsi sur les tares de notre espèce. Nous ne pouvons raisonnablement en vouloir qu'à ceux-là dont les livres sont par trop ressemblants à des traités de zoologie et qui, à force de nous répéter que nous sommes charnels, égoïstes et cruels, arriveraient à nous décourager si nous ne savions par ailleurs combien leurs ouvrages sont partiels et comme eux-mêmes manquent de pénétration psychologique. Tels, par exemple, cet épais vétérinaire de Zola, coryphée de l'école dite naturaliste, et ce Flaubert autogobiste qui prenait tous les descendants d'Adam, sauf soi-même, pour des imbéciles pourris de vices. En voilà qui se trompaient, qui travaillaient dans le faux. Ils semblent n'avoir été s'informer de l'homme qu'en eux-mêmes, dans les étables et dans les bouges. Ils n'ont observé, de l'humanité, que les côtés par où elle est laide et grotesque. Ils ont péché contre la vérité autant que contre la morale, et cela leur confère un titre durable à la déconsidération des gens sensés.

M. François Mauriac, lui, passe pour être intelligent et bon chrétien. Ainsi a-t-il deux moyens de savoir à quoi s'en tenir sur la condition temporelle de l'homme et deux excellentes raisons pour ne pas créer de faux types d'êtres humains quand bien même il lui arriverait d'en créer de laids et de méprisables, comme cela semble être assez de son goût.

Son dernier livre (1) nous présente une belle-mère qui est parfaitement vraisemblable et odieuse au possible. Les femmes qui voudront apprendre à quelles monstruosité et à quelles trahisons du devoir peut mener l'égoïsme insuffisamment combattu, n'ont qu'à lire l'histoire de Félicité Cazenave. Si elles consentent à penser à elles-mêmes en lisant, cette lecture leur sera une bonne cure et un moyen de devenir moins mauvaises et jalouses. Il y a d'ailleurs à boire et à manger pour tout le monde en cet admirable roman où l'on voit des gens rater leur vie et s'entre-tuer mutuellement pour n'avoir point pris la précaution de faire leur examen de conscience quotidien et de refréner leur égoïsme naturel.

* * *

Félicité Cazenave est maintenant une vieille femme dont personne ne s'occupe et qui s'occupe, elle, de tout le monde. Particulièrement de son fils Fernand et de la femme de celui-ci, sa belle-fille Mathilde. Elle est veuve. Du temps qu'elle était mariée, elle n'aimait ni ne détestait son mari ; elle le soignait bien, en bonne ménagère et en bourgeoise respectable ; mais ses soins allaient déjà, de préférence, à ce petit gâté

de Fernand. En l'aimant, en le soignant, il est vrai que c'était soi-même qu'elle aimait et soignait. Ah ! l'égoïste !

Vous ne serez pas étonné d'apprendre, lecteur, qu'une mère pareille passe à son Fernand toutes ses fantaisies, jusqu'à celle d'être immoral et d'avoir une liaison coupable à Bordeaux. Quand Fernand tousse, elle s'affole et se reproche véhémentement de n'avoir point été assez prompte à lui faire chausser des pantoufles chaudes ; quand Fernand court, à Bordeaux, prendre sa ration hebdomadaire ou bi-mensuelle de péché, elle ne s'inquiète nullement, car elle ne craint pas que cela nuise à la santé de son fils ni que cette « liaison » le lui confisque en aucune façon.

Cependant, un beau jour, les honneurs (Fernand est quelque chose dans le parti radical de sa région) ni les pantoufles et autres soins de sa mère dévouée ne suffisent plus à Fernand. Une discussion s'élève entre eux deux dans le jardin. « Ils avaient fait halte à quelques mètres de Mathilde à l'affût. La vieille disait :

— J'ai voulu que tu vives d'abord, entends-tu ? que tu vives !

— Allons donc ! Duluc (c'est le docteur) m'assurait hier encore que j'étais bâti à chaux et à sable. Il me promet que je vous enterrerai tous. Tu as voulu que je vive... près de toi. Voilà le vrai.

— Toi, bâti à chaux et à sable ? Duluc l'a dit ça pour te flatter. Comme si, depuis ta scarlatine à dix ans, tu n'avais pas eu des tas de misères auxquelles les médecins ne comprenaient rien ! et puis ta bronchite chronique l'année de ton volontariat... sans compter tout ce que, depuis, tu es allé te chercher.

Encore un tour, et quand ils reparurent la jeune fille (Mathilde) connue que la lutte avait repris sur un nouveau terrain :

— Pour mieux me tenir, tu n'as pas voulu que je me marie. Tu... tu as organisé ma solitude.

— Toi, marié ? mon pauvre drôle ! Je voudrais t'y voir.

— Ne m'en défie pas.

La vieille haussa les épaules. »

Quant à Fernand, il releva le défi ; il se maria ; et il importe maintenant de faire connaître avec qui.

Le prénom de la jeune personne qu'il épousa était Mathilde. Si je savais son nom de famille, je vous le dirais, lecteur, mais M. François Mauriac ne nous a point révélé ce détail. Mathilde, orpheline, pauvre et précocement malmenée par la vie, a rempli, jusque-là, les fonctions d'institutrice chez les Lachassaigne, qui sont de ses parents, et dont le jardin borde celui des Cazenave. C'est elle que nous avons vue tantôt, assister, de derrière la haie, à la petite scène de famille où Fernand fut défidé d'oser jamais se marier. Sa vocation, à elle, lui est en ce moment révélée. Elle commence à en avoir soupé de manger chez ces richards de Lachassaigne dans de la belle vaisselle qui ne lui appartient pas. Elle est intelligente et aigrie, et leur bêtise autant que leur bonheur lui compose un tourment quotidien d'où elle pireas à s'évader. La vaisselle des Cazenave n'est peut-être pas aussi riche que celle des Lachassaigne ; mais, dans leur maison, si son verre n'est pas grand, elle boira dans son verre ; elle aura, du moins, un foyer et rencontrera ces joies familiales qui, pour elle, ont été si longues à venir. Elle prend donc l'initiative de se mettre sur le chemin du vieux célibataire une fois qu'il se rend à Bordeaux, et la voilà devenue Madame Fernand Cazenave sans autres intrigues, bassesses ni difficultés.

Hélas ! du même coup, elle devient l'hôte de Félicité, et, au lieu d'un chez soi bienheureux, c'est une belle-mère affreuse

(1) FRANÇOIS MAURIAC : *Genitrix*, collection « Les Cahiers Verts », Bernard Grasset, Paris, 1923.

qu'elle a trouvée ! Elle est tombée de Charybde en Scylla, pour parler comme les gens érudits. Je ne vous décrirai pas, lecteur, les menus et continuel supplices dont cette odieuse vieille persécute la femme de son fils. Cela dépasse l'imagination, si pas la journalière réalité. Bref, Mathilde est une martyre qui a son bourreau à domicile. Évidemment, si Fernand n'était pas un sot, il n'eût pas consenti à continuer de vivre chez sa mère ; il n'eût point jeté sa jeune femme dans la gueule du loup. Mais, Fernand est sot bien que membre influent du comité radical de l'arrondissement ; il est faible et crédule par-dessus le marché, et ce n'a pas été difficile de lui faire prendre sa femme en grippe, qui, pourtant, n'avait aucun tort envers lui. Pour être équitable, je conviendrais que celle-ci aurait pu déployer plus de finesse dans le combat qu'on livrait contre elle. Un peu de douceur, de patience, d'humilité et d'habile stratégie eût assuré sa victoire. Mais, l'on n'est point parfait quand, surtout, l'on n'est pas chrétien. Mathilde ne pratique ni la confession ni la prière ; Dieu ni les hommes ne viennent à son aide et elle est abattue par sa rivale. Elle meurt d'une fièvre puerpérale, abandonnée dans sa chambre, sans aucun visage qui se penche sur son agonie, sans même aucun souvenir d'amour ou d'amitié venu du passé pour lui faire appréhender la mort. C'est poignant. Et si le style de M. Mauriac s'était un peu relâché de sa dureté et de son rythme hautain pour narrer cette fin épouvantable, je n'hésiterais pas à dire que ce morceau de son livre est d'une incomparable beauté.

Mathilde morte, Fernand commence aussitôt d'apprécier le trésor qu'il a perdu. On ne peut plus l'arracher de la chambre où sa femme a agonisé. S'il en sort, c'est pour courir au cimetière sur sa tombe ou aller chercher des fleurs qu'il dépose devant la photographie de la morte. Vous imaginez facilement comme ce culte posthume est, pour la vieille jalouse, un tourment auquel il ne se trouve point de remède. Elle enrage de se voir à présent battue par celle que, vivante, elle avait si complètement évincée. Elle enrage ; et, pour peu que le lecteur ait l'esprit mal tourné, il ne laissera pas de se réjouir un peu que ce soit à elle, maintenant, d'enrager. Cependant, elle combat héroïquement, diaboliquement, pour confisquer de nouveau le cœur de son enfant. Vainement ! L'enfant a vu clair ; le repentir est venu ; ce sentiment se développe infiniment, en ce payen, du fait que nulle réparation ne lui paraît plus désormais possible à l'égard de l'amie méconnue ; et, avec l'inconsolable regret d'avoir été sans bonté, le mépris naît, en lui, pour cette mère qui l'a détourné d'être bon. Chacun son tour : Félicité meurt, méprisée de son fils et sans s'être rache-tée le moins du monde par aucun repentir ni mépris d'elle-même. Évidemment, personne ne la pleure. Les égoïstes vivent toujours trop vieux au gré de ceux qu'ils exploitent et rançonnent.

Pour ceux qui désirent que les histoires aient une fin, M. François Mauriac a eu soin d'indiquer comment ce pauvre grand enfant de Fernand a fini. Il a fini, je crois, asthmatique et rhumatisé, soigné par une de ces vieilles servantes qui ne se consolent jamais de n'avoir pu introduire toute leur parenté dans la maison de leur maître. C'est elle qui prépare maintenant les pantoufles de Monsieur Fernand et, tout en se traînant à travers la cuisine et les chambres à coucher, elle est sans doute à se demander si c'est elle qui y « passera » la première ou si ce sera lui. Elle souhaite évidemment que ce soit lui, et qu'il l'établisse, en partant, sa légataire universelle.

Comme les âmes basses sont habiles à se composer dès ici-bas les tourments que méritent leurs péchés ! Telle est la

leçon que dégage l'histoire des fantoches créés par M. Mauriac. On a senti comme ils étaient vivants. L'auteur les nomme des « malades » : ils le sont, en effet ; mais le lecteur fera bien de considérer qu'ils ne sont pas nés tels et que leur « maladie » est de celles qui menacent, en toute saison, les mieux portants d'entre nous.

OMÈRE ENGLEBERT.



Propos d'un prêtre et d'un laïc sur la Société de St Vincent de Paul

C'est au milieu du bric-à-brac de la place du Jeu de balle que l'auteur de l'article publié dans l'avant-dernier numéro de la *Revue catholique des Idées et des Faits* place les spéculations de son interlocuteur — l'ami Philandre — sur les œuvres catholiques et particulièrement sur la Société de S. Vincent de Paul. Il y a parmi ces spéculations tant de choses fantaisistes, périmées, filées à côté de quelques considérations plus exactes que c'est avec raison que l'auteur — un écrivain au reste averti — les a encadrées de ces six cent quatre-vingts tasses, jattes, écuelles, bols de modèles divers, tous ébréchés, qu'il voyait étalés devant lui.

Mon intention n'est pas de reprendre ces spéculations dans leur ensemble. Mais il m'a paru que la Société de S. Vincent de Paul, tant dans la défense que dans l'attaque, était présentée comme une œuvre purement aumônière. Or, rien n'est moins exact que cette conception de la Société de Saint Vincent de Paul et nous savons trop ce que cette conception erronée de notre œuvre apporte d'entrave à son développement et à son extension pour ne pas élever une protestation et apporter une rectification. Cette intervention s'impose impérieusement quand l'erreur se fait jour sous une signature autorisée dans une revue importante, comme l'est la *Revue catholique des Idées et des Faits*.

Sans doute, la Société de S. Vincent de Paul distribue des aumônes ; sans doute, en dépit de toutes les mesures de prévoyance sociale, il y aura toujours, parmi les formes infiniment variables de l'indigence, des cas particuliers qui appelleront l'aide de l'aumône. Mais si la Société de S. Vincent de Paul était cela et n'était que cela : une œuvre privée chargée de distribuer des aumônes, elle pourrait disparaître : les Bureaux de bienfaisance sont là pour distribuer les secours en argent ou en nature. A ce point de vue, on peut admettre la question de l'ami Philandre : N'y a-t-il pas lieu de supprimer les Conférences de S. Vincent de Paul ?

Mais la Société de S. Vincent de Paul est tout autre chose : Philandre connaît bien mal l'œuvre dont il est membre. C'est avant tout une œuvre de sanctification par la pratique de la charité. Et il faut entendre « charité » non pas dans le sens étroit et matériel d'aumône, mais dans le sens large et spirituel de cette grande vertu de charité que l'Évangile a apportée à l'humanité et qui prend sa source dans l'amour de Dieu et dans l'amour des hommes en Dieu.

Dès lors, le programme de la Société de S. Vincent de Paul est étendu comme l'aire de la charité elle-même. Il comprend la justice et la dépense. Il comprend toutes les œuvres par lesquelles nous pouvons faire du bien à nous-mêmes et à notre prochain, tant dans l'ordre spirituel que dans l'ordre matériel.

Cette conception répond à la pensée d'Ozanam : opposer aux vaines paroles et aux discours stériles l'action féconde et souveraine du christianisme qui se résume dans la charité. La visite des pauvres et leur assistance par l'aumône morale et matérielle est l'œuvre qui parut à lui-même et à ses amis la mieux immédiatement réalisable et la plus aisément à leur portée, mais jamais on n'a entendu limiter à cette œuvre le champ d'action de la Société.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les deux premiers articles de son règlement.

« La Société de S. Vincent de Paul, dit l'article premier, reçoit dans son sein tous les jeunes gens chrétiens qui veulent s'unir de prières et participer aux mêmes œuvres de charité. »

Et l'article 2 ajoute :

« Aucune œuvre de charité ne doit être regardée comme étrangère à la Société, quoique celle-ci ait plus spécialement pour but la visite des familles pauvres. »

L'histoire de la Société montre que si, dans les grandes villes surtout, la visite des pauvres a été l'objet principal de son activité, elle ne l'a point été exclusivement : une foule d'œuvres de tous genres se sont créées autour de ses conférences. Et aujourd'hui que les conditions économiques de la vie sont profondément modifiées, ce mouvement vers les œuvres mieux adaptées à des situations nouvelles n'a fait que s'accroître, ce qui nous faisait dire dans un discours que le *Bulletin* de la Société a jugé bon de publier, que nous assistons à un tournant de l'histoire de la Société de S. Vincent de Paul. En même temps qu'elle devient plus spécifiquement charitable dans le sens surnaturel et chrétien du mot, son action s'étend au large de cet esprit de charité dont elle se pénètre davantage.

La lecture du *Bulletin*, les rapports qui sont présentés dans les assemblées générales des Conseils particuliers et des Conseils centraux nous édifient pleinement sur la merveilleuse ingéniosité avec laquelle nos conférences s'adaptent aux besoins de la région qu'elles desservent. M. de Pierpont, président du Conseil supérieur de Belgique, dans son excellent livre *La visite des pauvres*, essaye de faire l'énumération des œuvres auxquelles se sont intéressées et s'intéressent les conférences : œuvres religieuses, économiques et sociales, ligues du S. Sacrement, catéchismes, enseignement chrétien, patronages, cercles ouvriers, mutualités, sociétés de tempérance ou d'habitations ouvrières, ligue d'éducation familiale, caisse de loyers, de prêts, d'épargne ou de chômage, écoles professionnelles, œuvres du coin de terre, ligue de boy-scouts, œuvre du vestiaire, bibliothèques populaires, secrétariat des familles, etc., etc. Dernièrement, le Conseil central d'Arlon rangeait sous six rubriques les œuvres qu'ils recommandent à ces Conférences : Bonnes Lectures, Œuvres de Mutualité, Œuvres de l'Enfance, Orientation professionnelle, Ligue des familles nombreuses, Habitations ouvrières....

Ainsi, suivant la parole de Mgr Gibier, évêque de Versailles, les Conférences de S. Vincent de Paul apparaissent comme autant de pépinières d'hommes de dévouement disposés à prêter leur concours aux bonnes œuvres, aux œuvres de justice comme aux œuvres de charité : ce sont des réservoirs d'action.

C'est parce qu'ils ont reconnu le caractère hautement chrétien et éminemment social de l'œuvre d'Ozanam que, par un des décrets du dernier Concile de Belgique aujourd'hui approuvé par S. S. Pie XI, Nos seigneurs les évêques demandent qu'aucune paroisse de Belgique ne soit désormais privée du grand bienfait que peut et doit être pour elle une conférence de S. Vincent de Paul.

Il y a quelques jours, dans de nouvelles instructions adressées au clergé relatives à une meilleure organisation de l'Action catholique, c'est notamment aux Conférences de S. Vincent de Paul que les curés sont invités à s'adresser.

L'œuvre en est là, dans notre pays et dans notre province. Dans le Brabant seul, elle renferme plus de deux cents Conférences avec plusieurs milliers de membres. Elle a à sa tête des hommes comme MM. de Pierpont, Stinglhamber, Charles. Elle se montre plus active que jamais, attentive à remplir complètement sa mission.

C'est dans ces circonstances que l'ami Philandre croit que les Conférences de S. Vincent de Paul feraient mieux de disparaître et que l'auteur de l'article plaide en faveur de ces œuvres, ce qu'on peut plaider en faveur d'une œuvre purement aumônière !

Philandre ne connaît rien des origines de l'œuvre, ni de son règlement, ni de son histoire ; il n'a jamais assisté à nos assemblées générales. Il ignore tout de l'évolution actuelle de la Société.

J'allais dire que les témoignages de nos supérieurs ecclésiastiques sont la réponse à sa question. Je préfère dire que la question ne se pose pas, et qu'il serait insensé de la poser.

G. VANDE RYDT,
Conseiller à la Cour d'appel,
Vice-Président du Conseil central de Bruxelles.



Précisions, Questions Suggestions

Le Directeur de la *Revue catholique des idées et des faits* me demande de préciser ma pensée au sujet des Conférences de Saint Vincent de Paul, en tenant compte des reproches que m'adresse dans l'article ci-dessus, M. le Vice-Président Vande Rydt : je me permets de citer son nom uniquement pour lui marquer avec quelle cordialité je suis disposé à lui laisser tout droit de réponse.

Je m'en voudrais d'entamer une polémique au sujet d'une institution aussi digne d'un entier respect que les Conférences de Saint Vincent de Paul, mais la lecture de la belle mise au point de M. Vande Rydt ne parvient pas à m'inspirer le regret d'avoir reproduit les vaticinations de mon ami Philandre, car, quand celles-ci n'auraient eu d'autre utilité que de provoquer la réponse susdite, elles auraient déjà, par cela seul, rendu aux Conférences de Saint Vincent de Paul un service dont je crains que M. Vande Rydt ne méconnaisse la valeur.

Paradoxe de mauvais aloi ! me dira-t-on ; faible défense ! Mais non : constatation d'un fait, qui est l'ignorance où le public se trouve de ce que doivent être les Conférences. Et malheureusement, le public, en l'espèce, ce n'est pas seulement le public du dehors, — ce serait d'importance secondaire ; c'est même une partie, peut-être considérable, du public du dedans, des confrères en d'autres termes. Philandre, dites-vous, témoigne d'une ignorance complète de ce que sont les Conférences : croyez-moi, cette ignorance, il la partage avec un grand nombre de ses confrères de Saint Vincent ; et pour ce seul motif, je suis heureux qu'ils lisent votre article. Je n'ose vous demander comment il est possible que tant de gens puissent être de Saint Vincent, sans connaître ce qui est l'essence même de l'institution ; cela ne me regarde pas, mais il faut bien, quand on a des yeux pour voir, constater les faits, et l'on ne peut me défendre de souhaiter que l'on y trouve remède ! Les « plusieurs milliers de membres » que compte la Société dans « le Brabant seul » m'inquiètent, je l'avoue, plus qu'ils ne me rassurent, étant donnée la façon dont j'entends beaucoup de ces membres traiter la Conférence même dont ils font partie ! Qu'à la tête des conseils centraux se trouve un groupe de chrétiens d'élite, méritant, par leur dévouement, toute estime et toute admiration, et dignes d'être cités comme modèles de charité chrétienne, cela ne fait de doute pour personne, et il serait regrettable qu'ils se croient personnellement atteints par des critiques que personne ne songe à leur appliquer. Malheureusement, il y a aussi les « plusieurs milliers de membres » !

Je défends Philandre, et je devrais plutôt songer à me défendre moi-même, car j'ai parlé moi-même, paraît-il, des Conférences sans les connaître et sans connaître Ozanam ni son esprit. Ici je dois faire un aveu un peu pénible : c'est que je crois connaître Ozanam ; je crois savoir que l'intention d'Ozanam, en fondant la Société, était de fonder une œuvre dont les membres se sanctifiaient en pratiquant la charité.

Alors pourquoi traiter d'« aumônière » la Société de Saint Vincent de Paul ? Parce que son caractère aumônier semble bien le plus marquant : si l'apparence est fautive, je pourrais

répondre que c'est aux Conférences qu'est la faute, car enfin, pourquoi les jugerait-on ainsi, sinon d'après ce qu'on leur voit faire ?

La Société de Saint Vincent de Paul représente aux yeux du public la grande manifestation ou la grande œuvre de charité catholique au XIX^e et au XX^e siècle. Il y a quelque trente ans, en présence des bouleversements qui se produisaient dans l'ordre social, le pape Léon XIII demanda aux fidèles de créer des cadres sociaux catholiques capables de donner satisfaction aux aspirations légitimes des classes populaires, et de les préserver en même temps de la contagion révolutionnaire. Les Conférences de Saint Vincent de Paul formaient à ce moment le groupement le plus important d'hommes d'œuvres catholiques. Il y avait là une occasion unique de montrer le sens large dans lequel elles comprenaient la pratique de la charité ; si Ozanam avait vécu, peut-être aurait-il saisi l'occasion ; et si saint Vincent de Paul avait vécu, oh ! celui-là, sûrement l'aurait saisie, car saint Vincent de Paul, c'est vraiment le génie de la charité, de la charité toute pure, sans parti pris, sans préjugé, ne faisant intervenir dans la charité aucune opinion préconçue d'ordre politique ou social, courant aux âmes partout où elles réclament un soutien. C'est un saint admirable que saint Vincent de Paul : on le connaît trop peu. A vrai dire, je ne vois pas que la Société de Saint Vincent de Paul ait pris la tête d'un mouvement d'organisation sociale catholique.

Elle est, en ce moment, à ce point de vue, précisément, à un tournant de son histoire ? Tant mieux ; je suis des premiers à l'applaudir, mais on me permettra de penser que des réflexions, comme celles de Philandre, ne sont pas, malgré leur ferme entrée, de nature à arrêter ce « tournant » : tout au contraire, elles en montrent l'opportunité.

Par ailleurs, la lettre de M. Vande Rydt, d'une si haute élévation de pensée et d'une conviction si émouvante, où se reflète la plus noble tradition de la Société, me suggère la pensée d'un échange de vues qui pourrait être fécond. M. Vande Rydt nous rappelle le désir manifesté à diverses reprises par les plus hautes autorités de l'Église, de voir, dans toutes les paroisses, des conférences de Saint Vincent de Paul prêter aux curés le concours de leur dévouement prêt à s'adapter à toutes les nécessités les plus diverses des temps et des lieux. J'aurais peut-être dû rappeler à Philandre cette faveur que marque l'autorité à l'œuvre qu'il décrie, mais je sais Philandre, comme beaucoup de nos compatriotes, hélas ! même des meil-

leurs, peu sensible à l'argument d'autorité, et je préfère le raisonner que l'assommer, quelles que soient les énormités qu'il profère.

Organisées partout, à la disposition du curé pour toute œuvre utile, les Conférences de Saint Vincent de Paul constitueraient, en somme, ce centre unifié d'œuvres catholiques dont l'organisation a été, depuis un siècle, et est encore le rêve non réalisé des chefs de l'Église. Seulement, en tâchant de répondre à cette conception, la Société de Saint Vincent de Paul rencontre dans les paroisses une série d'autres œuvres florissantes, elles aussi, et sans doute jalouses de leur indépendance, œuvres de jeunesse, par exemple, ou œuvres ouvrières. Je ne parle pas des œuvres exclusivement vouées à développer la piété, et avec lesquelles l'entente semble très facile. Quelles relations ces œuvres diverses devraient-elles entretenir pour établir l'unité et la coordination la plus harmonieuse possible ? Il faudrait évidemment éviter que la Conférence de Saint Vincent de Paul ne fût simplement une caisse de secours alimentant les autres œuvres, comme je crains qu'elle ne le soit quelquefois, à la plus grande satisfaction de certains curés d'ailleurs, à la plus grande satisfaction aussi des autres œuvres, mais non, peut-être, à la plus grande sanctification des membres de la Conférence. Mais si la Conférence de Saint Vincent de Paul ne se contente pas de cela, quel doit être son rôle ? Il serait intéressant d'entendre sur cette question, des avis un peu plus autorisés que ceux de mon ami Philandre ; et la tribune de la *Revue catholique des idées et des faits* serait tout indiquée pour un échange de vues. Si un spécialiste des œuvres ouvrières venait nous dire comment il comprend, ou comment on comprend dans le milieu où il exerce son apostolat, l'œuvre de charité, et les services que pourrait rendre dans ce sens la Société de Saint Vincent de Paul ; si un spécialiste des œuvres de jeunesse nous donnait de même son avis en ce qui concerne son domaine d'action ; et un spécialiste des œuvres de presse, et de toutes les autres formes d'œuvres catholiques, peut-être arriverait-on, par cet échange de vues, à faire un pas dans la voie de cette unification tant rêvée des œuvres catholiques, et la *Revue catholique* travaillerait par là à la réalisation de sa devise : *ut unum sint*.

Et si un peu de bien en sortait, je finirais par pardonner à mon ami Philandre quelques-unes de ses insolences !

Abbé JACQUES LECLERCQ.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Gonzague de Reynold

La *Jeunesse Nouvelle*, au banquet inaugural de l'*Autorité*, l'Institut philosophique de Louvain et les Grandes Conférences catholiques, à leurs tribunes, ont été successivement honorés, le samedi 12, le lundi 14 et le mardi 15 courant, par l'éloquence du comte GONZAGUE DE REYNOLD, doyen de la Faculté des lettres de l'Université de Berne,

membre de la Commission internationale de Coopération intellectuelle près la Société des Nations.

Jeune encore et ne marquant pas même sa quarantaine bien sonnée, avec son allure souple et dégagée, sa séduisante distinction, son regard étincelant, son port de tête volontaire, sa voix d'un timbre métallique, de Reynold s'impose partout où il paraît par sa physionomie attachante et l'autorité de sa parole.

Suisse, et justement fier d'être Suisse tout court, sans épithète, sans restriction, né à Fribourg, il appartient à une ancienne famille helvétique de noblesse « ministérielle » qui peut se glorifier de ce

maréchal comte de Reynold, cité par Saint-Simon, et plus encore du célèbre Nicolas de Flue.

Étudiant cosmopolite, comme on l'était à la Renaissance, après de brillantes humanités faites à Fribourg, il conquiert le doctorat en Sorbonne et fréquente des cours variés aux universités d'Allemagne et d'Italie. Maître à son tour, il fut dès 1909 privat-docent à Genève et professe la littérature française à Berne, depuis 1915. Sans doute, l'union sacrée alors régnante et les titres qu'il s'était acquis à la reconnaissance publique par ses services civiques pendant la guerre, lui frayèrent la voie à cette chaire de l'Université bernoise, mais il ne fallut pas moins un mérite exceptionnel pour permettre à un catholique — c'était la première fois — de pénétrer dans cette citadelle du protestantisme où les Vieux-catholiques possèdent encore une chaire de théologie. Ce fut presque Daniel dans la fosse aux lions, ou plutôt aux ours, puisqu'il s'agit de Berne, et l'ours bernois grogna si fort, la campagne de presse fit tellement rage que l'autorité académique intervint pour faire respecter son élu. Depuis cette trouée, un autre catholique a rejoint M. de Reynold qui jouit d'ailleurs auprès de ses collègues et des étudiants de la plus haute considération.

Elle se justifie suffisamment par son œuvre déjà bien vaste et d'une étonnante variété. Poète, et même poète d'avant-garde, puis, à l'âge de quinze ans, il fit chanter sa muse précoce dans notre *Durandal*, d'épique mémoire, et a pris rang parmi les grands bardes nationaux de l'Helvétie. Auteur dramatique, il a donné à la scène *La Cité sur la Montagne*, et *La Gloire qui chante*. Historien de la littérature il a publié *L'Histoire littéraire de la Suisse au XVIII^e siècle*, et consacré à Baudelaire (1921), un volume qui est peut-être son œuvre maîtresse. De toute sa production l'ouvrage qui, je pense, a le plus rapidement franchi les frontières de son pays et répandu au loin le nom de son auteur, c'est *Cités et Pays suisses* (quatre volumes), où l'art, l'histoire, la philosophie ont composé le plus merveilleux tableau de la Suisse, la vivante image de son âme, une « Somme nationale » inégalée dans notre littérature.

* * *

On sait que l'unique place sur douze réservée au représentant du catholicisme dans la Commission internationale de Coopération intellectuelle (C. I. C. I.) fut dévolue au comte de Reynold et, précisément, dans sa conférence de Louvain, il a présenté une sorte de rapport sur son activité au sein de cet aréopage.

Conçue dans l'utopie humanitaire, la C.I.C.I. tendait à s'ériger en Ministère de l'Instruction universelle, en super-Etat et en super-Eglise. Cette idée de l'internationalisme dans le domaine de l'éducation a de lointaines origines, elle procède de ce syncrétisme d'erreurs et de brillantes chimères dont Condorcet a donné la formule définitive dans sa fameuse *Esquisse d'une histoire des progrès de l'esprit humain*, courageusement écrite en 1794, « sous le couteau de la guillotine », mais où se sont concentrés, a dit Brunetière, le meilleur et le pire de la doctrine encyclopédique. Progrès indéfini, infaillibilité de la raison, conception abstraite de l'homme né bon, indéfiniment perfectible jusqu'à la réalisation du bonheur parfait et universel : toute cette idéologie rousseauiste qui s'est infiltrée dans pas mal de Congrès depuis 1880, qui inspira même l'*Union des Associations internationales*, avait reçu de la guerre elle-même et de la paix boiteuse un accroissement de vitalité. Il ne manquait pas dans la C.I.C.I. d'idéologues qui, arborant la devise : « *Per orbem terrarum humanitas unita* », rêvaient de faire le bonheur de l'humanité par l'établissement d'une langue unique, l'Esperanto, d'une religion unique, l'Humanité s'adorant elle-même, d'une super-Université autour de laquelle seraient centralisés tous les foyers d'enseignement. On voit d'ici l'effroyable tyrannie dont ces bons apôtres de la restauration intellectuelle du monde allaient forger les chaînes, l'épouvantable oppression des intelligences qu'ils méditaient d'organiser, sous couleur de rénover la société, de la pacifier pour toujours et de la béatifier !

Heureusement, la Société des Nations sut confiner l'activité de la C.I.C.I. dans les limites d'un programme sage, modeste, concret, pratique.

Les utopies furent éliminées. On réduisit la C.I.C.I. au rôle d'un organe technique, régulateur, coordinateur des rapports intellectuels entre nations, on se garda d'en faire l'équivalent du Bureau international du travail, on s'interdit toute intrusion dans le domaine intérieur de l'enseignement de chaque pays, on s'interdit absolument tout ce qui regarde l'éducation et aux chimères on substitua de la bonne besogne. Enquête approfondie sur la situation intellectuelle de chaque pays, entr'aide intellectuelle, extension de la protection de la

propriété littéraire à la propriété scientifique, échanges entre universités, office international de renseignements bibliographiques, et c'est dans cette voie que l'on a marché à l'applaudissement de tous les esprits judicieux et bien avisés.

Ah ! certes, l'utopie humanitaire est l'hydre de Lerne dont les têtes repoussent à mesure qu'on les coupe. Mais nous sommes rassurés contre le désastreux retour de ces folies par la présence au sein de la C.I.C.I. de son membre le plus jeune, le seul catholique, mais peut-être le plus actif, le plus vigilant. Il y fut, il y sera l'avocat de la liberté, il y a pris nettement position dès son entrée avec cette intrépidité dans la pensée et cette courtoisie dans la forme qui viennent à bout de toutes les résistances et déjouent toutes les manœuvres.

C'est l'hommage reconnaissant que rendit à M. de Reynold, en le saluant à la tribune de l'Institut philosophique, Mgr Ladeuze, l'éminent recteur, et nul certes ne pouvait acquitter notre dette de gratitude avec plus d'autorité et en termes plus heureux.

* * *

A Louvain, M. de Reynold fut le causeur charmant qui exécuta sur son canevas les plus délicates broderies, mêlant en festons l'anecdote piquante, les mots d'esprit et de nobles considérations. Au symposium de la *Jeunesse Nouvelle*, il fut le tribun enflammé qui électrisa son auditoire par l'ardente conviction, par l'énergie passionnée de sa parole. A la salle des *Grandes Conférences*, il fut l'orateur académique, déroulant un magnifique sujet : « *La pensée catholique et le monde contemporain*, avec une hauteur de vues qui n'avait d'égalé que la splendeur de l'expression. Penseur et poète, rare alliance de dons qui si souvent s'excluent, il ravit l'intelligence par la profondeur de ses analyses et de ses synthèses, il ne charme pas moins par la beauté saisissante des images et des allégories. Et l'auditoire, me demanderez-vous, a-t-il suivi l'orateur ? A-t-il saisi la chaîne d'or qu'il lui jetait pour l'entraîner vers les sommets radieux ? Mais, oui, il a subi la fascination littéraire et s'est laissé subjugué par cet impérialisme intellectuel, emporter vers les cimes sur les ailes de l'aigle.

Je me garderai de déflorer cet admirable discours par une desséchante analyse, d'autant que cette Revue aura la bonne fortune d'en publier le texte, je me borne à quelques rapides indications.

Quel tableau magistral que celui de l'Europe d'après-guerre ! Les tables des valeurs renversées, la crise de l'intelligence attestée par le désarroi, l'anarchie des idées, la bigarrure linguistique, la misère matérielle des ouvriers de la pensée, tous les signes de la décadence, les Barbares aux portes de la cité, le réveil de Byzance et d'Alexandrie par le règne du sophisme et de l'hérésie, la pullulation des systèmes morbides, le retour à l'Asie, l'*Eurasie*, Apollon aux yeux ouverts supplanté par le Bouddha aux yeux fermés.

Et cependant au sein de ce chaos deux idées surnagent, le besoin d'unité et le besoin de foi ; c'est tout un catholicisme latent ou retourné qu'il s'agit de dégager ou de remettre à l'endroit.

Dans la seconde partie, l'orateur trace le plan d'une apologétique restauratrice adaptée aux événements et leur donnant un sens.

La guerre a dénoncé la faillite de trois doctrines, de trois erreurs chères au XIX^e siècle et qui ont prétendu chacune assurer l'unité du monde au profit de l'homme, en se passant du principe religieux ; l'erreur impérialiste, l'erreur individualiste, l'erreur révolutionnaire. Avec quelle verve éblouissante de Reynold stigmatise l'impérialisme germanique, le libéralisme et la révolution ! Avec quelle originalité notamment il montre dans le communisme un système de régression capable de nous ramener à la horde instable et qui ne produit rien ! « Si j'étais Barbey d'Aurevilly ou Joseph de Maistre, j'affirmerais volontiers que la Russie, c'est une concession faite par Dieu à Satan, pour qu'il essaie à son tour d'être créateur et qu'il démontre, pour le salut du monde, son impuissance à être autre chose que destructeur. Lucifer, ne l'oublions pas, est tombé sur la tête : voilà pourquoi il ne peut concevoir qu'un monde renversé ! »

Posant l'intelligence, la conscience de notre époque en face de cette triple faillite politique et sociale : faillite du passé avec la défaite des empires centraux, faillite du présent avec l'impuissance des vainqueurs imbus de libéralisme démocratique, faillite de l'avenir avec l'enfer bolchéviste, pour découvrir ce qu'il en faut conclure, il interroge l'homme moyen de notre époque même. Et ce fut une merveille d'analyse psychologique que ce petit homme tenant un petit commerce, tracassé par le malaise du temps, et, de fil en aiguille, retrouvant, comme issue nécessaire à la situation générale, la nécessité d'une autorité spirituelle.

Après ces préliminaires de l'apologétique nouvelle qui, interprétant la leçon des événements, en dégagant cette conclusion : que seule l'unité religieuse peut assurer la paix, que christianisme est synonyme de civilisation, le brillant apologiste, sans s'attarder à l'éternelle comparaison entre les trois grandes formes du christianisme, la protestante, l'orthodoxe et la catholique, fait surgir l'immuable majesté de l'Église aux yeux d'un monde assis sur ses ruines, comme le siège éternel de l'ordre et de la paix. Confrontation infiniment intéressante entre l'Église et tous nos soucis économiques, politiques et sociaux, d'où résulte jusqu'à l'évidence qu'elle est l'arche du salut. Par sa doctrine non pas flottante mais intransigeante, elle corrige toutes les erreurs dont nous mourrons, elle rectifie la Société des Nations, la fraternité, le progrès.

L'appel à l'apostolat intellectuel des catholiques fut de toute beauté. Avec une énergie débordante, l'apôtre qu'est lui-même M. de Reynold, aux prises avec une jeunesse non-catholique, a démontré que l'intransigeance doctrinale est notre plus grande force d'attraction.

Le triomphe de l'orateur fut le chant final, si j'ose dire, qu'il entonna à la gloire de l'Église. Il faut, je pense et je l'écris en toute sincérité, remonter à Montalembert pour retrouver cette puissance de la passion, cette magnificence du verbe, cette magie de l'enthousiasme. Nos lecteurs trouveront ici cette splendide conclusion qui a suscité l'admiration frémissante de tout l'auditoire en s'achevant sur ces mots :

« Cependamment la sagesse antique a instruit son adolescence (de l'Église), lui a donné le sens de la mesure et l'amour de la clarté ; elle sait maintenant qu'il faut qu'elle soit belle, puisqu'elle porte la Vérité.

Alors, elle est entrée dans Rome par la voie Appienne, marchant entre les marbres des tombeaux. Rome, après l'avoir longtemps cachée dans les catacombes, l'a fait assoir sur les collines impériales et lui a donné l'empire du monde, avec la loi.

Elle connaît les hommes et les peuples, elle est la mère qui les a conçus et nourris, qu'ils ont trahie, qu'ils ont calomniée, qu'ils ont cruifiée. Mais elle ouvre sur eux son manteau de grâce, afin qu'ils soient un avec elle, comme elle est une avec son Dieu. »

J. SCHYRGENS.

FRANCE

Le franc

De Georges Valois dans l'« Action Française » :

Malgré la campagne de presse faite depuis une quinzaine dans le même sens, presque toute la presse reconnaît aujourd'hui que le problème monétaire qui se pose actuellement est d'abord un problème de politique générale.

Sur ce sujet, tout a été dit depuis dix-huit mois dans ce journal. Il n'y a pas à y revenir, le lecteur retrouvera toutes les études publiées ici dans un recueil qui sera mis en librairie dans une huitaine.

Il n'y a pas d'autre problème aujourd'hui que celui de l'action et de l'action très rapide.

Nous sommes dans la catastrophe. Il est encore possible de ne pas être écrasés, de se hisser hors du gouffre à condition de prendre des mesures utiles dans les conditions où l'on a agi à Doullens.

Nous rappelons, en les complétant, les mesures que nous proposons il y a trois semaines :

1^o Les mesures dont il a été question ces jours derniers (expulsion des spéculateurs, Centrale des Devises, etc.) ne sont que des mesures secondaires. Il convient de les appliquer, sans s'y attarder ;

2^o Il faut attaquer le problème central, c'est-à-dire le problème politique :

A) Donner les pleins pouvoirs au gouvernement afin qu'il puisse prendre en dehors de toute pression électorale les mesures financières indispensables et que nous ne voulons pas énumérer ici ;

B) M. de Lasteyrie doit sa démission au chef du gouvernement et au pays. Son incapacité, son imprévoyance, depuis dix-huit mois de crise ouverte, lui interdisent d'être l'homme qu'il faut dans les circonstances où nous sommes ;

C) Il y a lieu d'ajourner les élections, au moins de six mois, afin de laisser sa liberté d'action au gouvernement ;

D) Il y a lieu de nommer un Comité extraparlémentaire de six à dix personnes qui collaboreront avec le gouvernement en dehors de tout esprit de parti ;

E) Il y a lieu de provoquer une nouvelle session de la Semaine de la Monnaie afin de mobiliser les forces économiques, presque toutes représentées au Comité de la Semaine, pour appuyer l'action du gouvernement et, au besoin, pour lui fournir des moyens d'action ;

F) Il y a lieu enfin de poursuivre officiellement, avec le concours des corporations, l'étude des moyens d'application d'une monnaie de compte stable.

Le patriotisme commande de prendre des mesures rapides. On ne fera pas au pays la honte de laisser s'effondrer sa monnaie, qui porte le sceau du régime, au moment où l'action politique du gouvernement italien, signant l'accord avec la Yougoslavie, vient d'affirmer le crédit de l'État fasciste et de relever la monnaie italienne.



ANGLETERRE

M. Ramsay Mac Donald

De Jacques Chastenat, dans « L'Opinion » du 11 janvier, ce portrait du leader travailliste :

Né, voici 58 ans, sur les rivages brumeux de l'Écosse, dans un médiocre port de pêche, au milieu d'une famille de modeste condition, le jeune Mac Donald, studieux, intelligent et beau parleur, se rendit bientôt compte que les métiers manuels auxquels il semblait destiné n'étaient point son fait.

Il commença à gagner son pain comme maître d'école ; en même temps, il lut beaucoup, fréquenta quelques milieux intellectuels et, finalement, se convertit au socialisme.

A cette époque, — nous sommes dans les dernières années du XIX^e siècle — le parti socialiste n'existait, à vrai dire, guère en Grande-Bretagne.

Les syndicats britanniques ouvriers — les *trade-unions* — riches, puissants, bien organisés avaient des préoccupations assez éloignées de celles qui agitaient les organisations similaires du Continent.

Ils s'occupaient d'abord d'améliorer le sort matériel de leurs membres ; et quant aux doctrines de Karl Marx, de Proudhon, de Ledebour ou de Jules Guesde, elles leur étaient indifférentes, voire inconnues. Comme tous ses compatriotes, l'ouvrier anglais pensait dans le concret et ne s'embarassait ni d'idéologies ni même d'idées tout court. Et, le jour du vote, il appuyait le candidat libéral, quelquefois le candidat conservateur, sans songer qu'il était peut-être assez fort pour constituer, auprès des partis traditionnels, un tiers parti.

Ce système doctrinal, qui manquait au travaillisme anglais, M. Mac Donald arriva à point pour le lui donner.

Avec une suprême habileté, le jeune tribun prit dans les théories du socialisme continental ce qui pouvait aisément être absorbé par l'ouvrier britannique. Laisant de côté les raisonnements trop abstraits, les généralisations trop hâtives et les outrances trop évidentes, il mit sur pied une doctrine relativement modérée qui, tout en se rattachant en de nombreux points au socialisme classique, demeurerait cependant spécifiquement anglaise. Les vieux chefs ouvriers des *trade-unions* ne comprirent pas toujours, mais ils furent flattés de voir cet intellectuel leur porter tant d'intérêt et, comme rien de ce qu'on leur proposait ne blessait vraiment leurs préjugés, ils suivirent.

Les nombreux ouvrages sur le socialisme que publia successivement M. Mac Donald n'eurent parmi eux un vrai succès en même temps qu'ils conquéraient au travaillisme de nombreux intellectuels que le libéralisme orthodoxe ne satisfaisait plus.

Mais M. Mac Donald n'est pas seulement un théoricien, c'est surtout un organisateur. Il s'aperçut rapidement de la force électorale inemployée que constituaient les *trade-unions* et il résolut d'appliquer cette force à des fins politiques.

Secrétaire du *Labour Party* en 1900, il devint, en 1906, président de l'*Independent Labour Party*. En même temps il entra dans la Chambre des Communes, élu par la ville de Leicester. Dans le milieu parlementaire, son éloquence acerbe, mais mesurée, et son habileté manœuvrière lui assurèrent vite de la considération et de l'autorité.

En 1911, la fraction parlementaire du *Labour Party*, qui comptait déjà 42 membres, contre 9 seulement en 1900, le choisit pour chef et ce fut en cette qualité que, le 4 août 1914, il prononçait les paroles que l'on connaît :

« Mes amis du *Labour Party* et moi affirmons solennellement qu'une amitié du genre de celle qui nous unit, paraît-il, à la France, ne saurait en aucun cas obliger une nation à entrer en guerre pour en défendre une autre... »

« Quant à nous, quelque critique que cela puisse susciter à notre rencontre, nous déclarons que ce pays devrait demeurer neutre. »

Pendant la guerre, avec beaucoup de prudence mais aussi avec beaucoup de perfidie, M. Ramsay Mac Donald fit campagne contre toutes les mesures pouvant contribuer à hâter le succès des Alliés. L'adoption du service obligatoire, en particulier, ne trouva pas d'adversaire plus acharné que lui. Et tandis qu'une partie des députés travaillistes, groupés au tour d'Henderson, soutenait les gouvernements successifs, lui demeura confiné dans une opposition systématique et quelquefois violente.

Cette attitude trouva sa punition en 1918 quand les électeurs de Leicester renvoyèrent « l'ami du Kaiser » à ses études doctrinales.

Mais, dès 1922, il rentra au Parlement et, évinçant l'honnête J. R. Clynes, il reprenait la tête du *Labour Party*.

* * *

Dès lors, sa tactique changea. Pour la première fois, il aperçut comme possible la conquête du pouvoir. La timbale était là, presqu'à portée de sa main ; pour la décrocher, il s'agissait d'abord de ne pas effrayer.

« Soyons rassurant », se dit M. Ramsay Mac Donald. Et il se mit à rassurer ses collègues et à rassurer l'opinion.

Jamais vieux routier du torysme ne fut plus respectueux du formalisme parlementaire que ne l'apparut, durant cette période, le leader travailliste ; jamais non plus doctrinaire de l'économie politique orthodoxe ne témoigna d'autant de goût pour les « déjeuners-causeries » et pour les « dîners-conférences ».

Grâce à ce jeu, joué très habilement, M. Mac Donald, embourgeoisé d'ailleurs par un riche mariage, dissipa beaucoup des animosités naguère amassées contre lui. « Il est intelligent », dit-on souvent de lui outre-Manche, « et, vraiment, il n'est pas bien inquiétant ».

Et on souscrit volontiers au compliment qu'il s'est un jour décerné à lui-même en disant qu'il appartenait « au genre décoratif ».

* * *

Il ne faut pas trop s'y fier et ces eaux dormantes pourraient bien recouvrir des courants profonds.

Sans doute, en matière de politique intérieure, M. Mac Donald a-t-il mis quelque eau dans son vin. Laissant à M. Philip Snowden le soin de le continuer comme théoricien du travaillisme anglais, il semble, en pratique, tendre de plus en plus vers un interventionnisme assez édulcoré. L'impôt sur le capital, qui, tout récemment encore, était le grand cheval de bataille du chef du *Labour Party*, ne lui apparaît peut-être aujourd'hui présenter le même caractère d'urgence...

Par contre, en ce qui concerne la politique étrangère, M. Mac Donald ne fera vraisemblablement pas preuve de la même modération.

Il a à ce sujet des idées fort arrêtées, qu'il exposait, il y a quelques mois, dans une brochure intitulée la *Politique extérieure du Labour Party*.

La reconnaissance du gouvernement soviétique constitue, bien entendu, un des points principaux du programme extérieur du chef travailliste. A côté, bonne place est faite à la « reconstruction de l'Europe ». Selon M. Mac Donald, cette reconstruction doit commencer par l'Allemagne « qui, nous y veillerons, ne doit pas être écrasée, asservie, traitée en paria ».

Quant aux dettes interalliées, il n'en parle que d'une manière un peu sibylline. Il repousse l'idée que l'Angleterre pourra se replier dans un « splendide isolement », jette l'anathème à la politique d'ar-

mements et à la politique d'alliances et fonde de vastes espoirs sur la Société des Nations élargie jusqu'à comprendre l'Allemagne et la Russie.

Ce qui est grave, c'est qu'il existe en Angleterre, en dehors même des rangs socialistes, des milieux influents où l'on envisage avec faveur la doctrine exposée dans la *Politique extérieure du Labour Party*.

Beaucoup de libéraux et même des conservateurs y voient un procédé détourné pour assurer, avec l'affaiblissement de la France, cette hégémonie économique de l'Angleterre sur le Continent, qui est leur rêve secret. « Sans compter, pensent-ils en eux-mêmes, que l'activité de M. Mac Donald s'exercera, avec moins de dommages pour nos intérêts, hors de l'Angleterre qu'au dedans. » La récente évolution du *Times* est, à cet égard, bien curieuse.

* * *

On ne fait de la politique ni avec de la mauvaise humeur ni avec des ressentiments.

Si M. Mac Donald arrive au pouvoir, ce n'est pas parce qu'il a été, jusqu'ici, systématiquement hostile aux Français que ceux-ci lui seront systématiquement hostiles. Et le jugement que ses actes nous feront porter sur le premier ministre ne sera pas faussé par le souvenir que nous gardons du tribun travailliste.

Aussi bien, parlant devant le gigantesque *meeting* réuni mardi soir à l'Albert Hall, M. Mac Donald ne disait-il pas :

« La querelle, les coups d'épingle, les gestes irritants qui s'échangent entre la France et nous sont absolument déplorables. Ils sont indignes de l'un et de l'autre pays. Ils ne représentent pas ce que pensent les bons esprits dans l'un et l'autre pays. »

Oui, mais M. Ramsay Mac Donald, personnage « du genre décoratif », est-il un bon esprit ?

La Réforme protestante

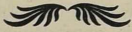
Le fameux doyen de Saint-Paul, à Londres, le pasteur Inge, dont on connaît les attaques furieuses contre le catholicisme, vient de s'attirer dans l'English life de janvier, une riposte de Chesterton dont nous traduisons ce passage :

Un historien scientifique et laïc écrivant dans cent ans d'ici, ne prétendra sans doute plus que la Réforme nous a donné une forme plus parfaite du Christianisme ; pas plus qu'un historien *whig* ne prétendra aujourd'hui que Guillaume d'Orange nous a sauvés d'un complot de brûler Londres. L'historien n'a pas besoin d'être plus catholique que Gibbon. Il peut n'être pas seulement laïc, mais même « laïciste ». Mais ce qu'il dira alors du changement qui s'opéra au XVI^e siècle, sera probablement à peu près ceci :

« Le mouvement de la Réforme commença dans le Nord relativement barbare, notamment en Allemagne, et fut probablement accepté par un ou deux des Etats septentrionaux, commerciaux et plus civilisés ; c'était essentiellement une réaction dans le sens de la barbarie. C'était évidemment une révolte des parties les plus sauvages et les plus sombres du christianisme contre les parties les plus heureuses et les plus humaines. C'était une révolte de l'Ancien Testament contre le Nouveau ; une révolte de l'Enfer contre le Purgatoire. C'était la révolte d'une « masculinité » presque musulmane chez Knox ou Milton, contre le « féminisme » plus élevé du culte de la Vierge. C'était une révolte presque ouverte de la laideur contre la beauté et contre l'Art surtout. Et cette différence de ton, on la surprend dans mille choses, à commencer par les Lois des Pauvres, froides et dédaigneuses qui, telles un vent d'Est, soufflèrent sur les ruines des maisons de charité pour pauvres : et en finissant par des vétilles de terminologie, comme ce puritain qui ne parlait du « Seigneur » qu'avec terreur, alors que le catholique avait parlé de « notre Seigneur » avec affection ».

Et l'historien rationaliste pourrait continuer ainsi : « Tout ce que la superstition chrétienne avait rassemblé en fait de culture, de courtoisie, de responsabilité inhérente au pouvoir, de compréhension large de la fraternité de beaucoup de nations — tout cela, les iconoclastes en firent un objet de haine, le vouant à la destruction. Et tout ce que cette superstition chrétienne avait retenu en fait d'esprit de tribu hébraïque, de panique pessimiste, de sabbats pareils à des

tabous de sauvages, de triomphes rappelant de sauvages razzias d'esclaves — tout cela ces réformateurs le tirèrent des caves où toutes ces choses avaient été dissimulées. Les plaçant bien en évidence sur la place publique, pour être adorées. Tout ce qui était tendre, tout ce qui était magnanime, tout ce que la charité — tel un doute sacré — avait adouci, ils firent de leur mieux pour le profaner ; toutes choses répugnantes, décourageantes, crues et cruelles, ils les exaltèrent de leur mieux : le froment ils en firent des boîtes et les brûlèrent, alors qu'ils emmagasinèrent l'ivraie dans les greniers. Et ceux d'entre nous qui sont convaincus que le christianisme périra, fût-ce en faveur de superstitions nouvelles, doivent reconnaître dans ce mouvement étrange le commencement de la fin. Et ce sera pour eux la Réforme qui aura enlevé à la superstition son accoutrement artistique et sa chair humaine, en mettant à nu ses os : squelette grimaçant et hideux. Quant à ceux qui ne croient pas que le christianisme soit une superstition, mais qui le considèrent comme la religion qui demeure (et il faut bien avouer qu'il en a tout l'air), ils pourront se contenter de dire, que s'il a survécu au XVI^e siècle, il pourra survivre à n'importe quoi ; qu'il doit posséder en effet une vitalité bien étrange, s'il peut encore être aimé ou respecté par n'importe qui, après un « démasquage » aussi complet ou une parodie aussi cruelle que la Réforme protestante ».



ÉTATS-UNIS

Un discours remarquable

Le Général Dawes a prononcé un discours tout à fait remarquable en installant le Comité d'experts institué par la Commission des Réparations. Les journaux quotidiens en ont donné quelques extraits. Il vaut la peine d'être reproduit intégralement :

*Messieurs les membres de la Commission des réparations,
Messieurs les membres du Comité d'experts.*

Dans tous les pays, le citoyen moyen se rend assez mal compte des difficultés que rencontre, en temps de guerre et en temps de paix, la détermination d'une politique alliée. Il lui paraît étrange que les accords de sens commun qui, dans les périodes critiques, caractérisent la politique alliée, soient si longs à s'établir. Il ne se rend pas compte des obstacles qu'il faut d'abord jeter bas. Ces obstacles proviennent de l'orgueil national, de l'orgueil et des intérêts égoïstes des différents fonctionnaires alliés dont les pouvoirs sont diminués par tout acte de coordination interallié imposé de force. Ils proviennent aussi des incessantes déformations de la vérité et des criailleries intolérables de ces vils vautours mangeurs de cadavres — les démagogues nationalistes de tous les pays — qui cherchent dans le malheur commun un moyen d'exploiter leur triste personnalité.

Laissez-moi expliquer ma pensée. La soixante-quatrième année de guerre de Napoléon était la suivante : « A la guerre, rien n'est plus important qu'un commandement central, — sous un seul chef. » Ce grand principe, au commencement de la guerre était compris et accepté des autorités militaires du monde entier. Et, cependant, après presque quatre années de guerre et la perte inutile de dizaines de milliers de vies humaines et de centaines de millions de richesse matérielle, le 21 mars 1918, l'armée allemande frappa au point de jonction des armées britanniques et françaises et enfonça le front parce qu'il n'y avait pas de commandement central pour assurer une disposition convenable des réserves. L'armée britannique fut rejetée sur ses lignes de communication vers les ports du détroit, l'armée française fut rejetée sur les siennes vers Paris et une brèche fut ainsi ouverte. C'est alors que les alliés, devant l'abîme, remirent temporairement une partie de leurs pouvoirs souverains au commandement central du maréchal Foch qui ouvrit aux alliés le chemin de la victoire.

Qu'est-ce donc qui créa cette complète coopération alliée en temps de guerre ? Rien, sinon l'imminence de la catastrophe. Et lorsque la victoire fut venue et que le traité de Versailles eut été signé, qu'avons-nous vu de nouveau ? Nous avons vu ces mêmes forces naturelles, ces mêmes lois invariables de la nature humaine qui avaient empêché l'accord de se faire plutôt sur un commandement allié central en temps de guerre, nous les avons vues de nouveau entrer en action pour s'opposer à l'établissement d'un plan allié en temps de paix.

Quelle est la question d'aujourd'hui ? De quoi dépend le succès de ce comité ? Est-ce une question de puissance de persuasion ? Fondamentalement, non. Est-ce une question d'honnêteté et de capacité ? Ce succès dépend surtout de la question de savoir si, dans l'opinion publique et la conscience des alliés et du monde, il existe une conception exacte de la grandeur du désastre qui menace chacun des alliés et l'Europe si le bon sens n'est couronné roi.

Cette conception existe-t-elle ? Nous ne le savons pas, mais nous le saurons. Le résultat de nos travaux et le parti qu'en tirera la commission des réparations pour agir fourniront peut-être la réponse définitive.

Comme citoyen américain invité à occuper cette place par la commission des réparations, je ne puis parler au nom du peuple américain, mais à titre individuel, je peux dire que j'ai lu avec honte et humiliation les élocubrations des démagogues nationalistes américains, qui entreprennent de donner des leçons à l'Europe pour obtenir quelque poste peu important ou pour soigner leur popularité. Certainement, j'ai autant de droits qu'eux d'exprimer mon opinion sur ce qui se passe dans les masses de l'opinion publique et la conscience muette de mon pays. M. Young et moi, nous tâcherons de le traduire par notre œuvre dans ce comité. Nous arrivons dans un état d'esprit de modestie, sachant qu'il n'existe pas contre l'acquisition de la connaissance, de barrière aussi puissante que l'orgueil d'une opinion préconçue. Nous venons, sachant que vous connaissez vos propres affaires beaucoup mieux que nous ne les connaissons. Nous venons en sachant quels sacrifices vous avez faits pour la victoire à laquelle notre peuple aussi a contribué et dont nous partageons les bienfaits. Nous savons que 1.385.000 hommes, fleur de la jeunesse française, 946.000 de la jeunesse britannique, 460.000 de la jeunesse italienne, 40.000 de celle de la Belgique, 127.000 de la jeunesse serbe reposent ici, de l'autre côté des mers, à côté des corps sacrés de nos jeunes Américains. Nous savons que, de leur sacrifice, est résultée chez tous les peuples la volonté que ce sacrifice soit utile, aussi bien au nom des disparus que de ceux qui vivent maintenant et vivront dans le monde à l'avenir.

Nous venons, avec la seule volonté de vous être utiles, à vous qui, grâce à des connaissances supérieures et à une plus longue expérience, prendrez l'initiative dans la recherche d'un accord de sens commun. Nous venons bien décidés à ce que rien ne vienne empêcher que la pleine utilité de nos services, si tant est qu'ils en aient, soit mise à votre disposition pour un travail qui est le vôtre.

Dans la dernière guerre, j'ai été chef du service des fournitures de ravitaillement des forces expéditionnaires américaines sous les ordres du général Pershing. A l'avant-garde de nos armées, j'arrivai les mains vides. Au moment de notre entrée en guerre, notre grand chef, le général Pershing, se trouva en face de la nécessité d'établir des lignes de communication et d'autres organes destinés à subvenir aux besoins de son armée future. Pendant les sept premiers mois qui suivirent notre débarquement en France, on nous expédia d'Amérique, en tout et pour tout, 357.000 de tonnes marines de ravitaillements et cependant, quand l'armée américaine se rembarqua pour les Etats-Unis, ses besoins totaux s'étaient élevés à dix-sept millions de tonnes, dont dix millions avaient été fournis, pour la plupart par la France et la Grande-Bretagne, déjà dépourvues de leurs ressources par trois années d'une guerre dévastatrice. Lorsque nous arrivâmes, nous tendîmes nos mains vides à nos amis pour leur demander ce dont nous avions besoin. Vous pouvez être sûrs que nous ne commençâmes pas par dire à nos alliés quels grands hommes nous étions et combien long nous en savions. Humblement, nous essayâmes de puiser, dans leur plus grande expérience, les leçons des nécessités de la guerre. La Grande-Bretagne nous fournit des navires pour transporter la masse de nos troupes. Nous ne tirâmes que des munitions françaises, dans des canons français, notre artillerie fut amenée au feu par des chevaux français ; nous volâmes dans des avions français ; au début, ce furent des locomotives belges qui assurèrent nos transports par voie ferrée. L'Italie nous fournit des hommes pour travailler sur nos lignes de communications. Tous nos alliés, en puisant dans leurs stocks démunis, mirent à nous aider une générosité dont je ne trouve pas de mots suffisants pour les remercier. Mais il y a un genre de ravitaillement auquel notre grand gouvernement ne faillit pas : c'est l'envoi de deux millions d'hommes splendides qui, sous le général Pershing, marchèrent au combat avec vos héroïques troupes dans la grande lutte victorieuse de la fin.

En me remémorant nos associations d'autrefois, est-il étonnant que j'ai l'impression d'arriver chez des amis ? Avec la confiance et la foi les uns dans les autres que nous avions pendant la guerre

et l'affection créée par les associations passées dans des difficultés communes ; avec la croyance que grâce à la Providence divine l'humanité voit venir des jours plus sereins ; en priant que pour, si petite que soit notre contribution individuelle à un meilleur état de choses, elle représente tout ce que nous pouvons donner, entamons notre commune tâche.

Maintenant, examinons pendant une minute la situation en face de laquelle se trouvent ici deux hommes d'affaires américains, qui, il y a environ trois semaines, ont été invités par la commission des réparations, à lui prêter leur collaboration pour le travail que nous nous proposons de commencer aujourd'hui. Comme pour le reste des citoyens de notre pays et des autres, nos renseignements se composaient de ce que nous avions lu dans les journaux et recueilli dans nos conversations avec d'autres présumés mieux renseignés. Nous avions vu les alliés, enfin réunis sous un commandement unique, obtenir une victoire militaire qui, nous l'avions supposé, devait être annonciatrice d'un monde meilleur. Pendant cinq ans, depuis ce moment et depuis la signature du traité de Versailles, nous avions vu les alliés perdre l'unité d'entente qui est toujours essentielle à la paix et au progrès réel. Nous en étions arrivés à savoir — comme les citoyens de toutes les nations — que cette impuissance à se mettre d'accord sur une attitude et une ligne d'action communes, avait amené toute l'Europe à une situation extrêmement critique et dangereuse.

Alors, nous trouvant dans la situation de deux citoyens américains soudainement appelés par la commission des réparations, nous nous efforçons de faire notre diagnostic de la situation que nous trouvions, avec l'avantage — si on peut lui donner ce nom — d'avoir accès à des renseignements d'experts.

Ce n'est pas ici le moment de mâcher les mots. Qu'avons-nous trouvé aujourd'hui, au début des travaux de ce comité ? Tout d'abord, nous voyons un banc de brouillard impénétrable et colossal d'opinion publique, basé comme point de départ sur des faits qui ont changé si rapidement que l'ensemble de ces points de départ serait sans valeur, quand bien même ils concorderaient entre eux. Avec tout le respect qui est dû à la grande compétence des experts qui ont erré dans cet obscur labyrinthe, il était impossible qu'ils n'aboutissent pas à des directions opposées. Ils se trouvaient en face de la nécessité d'arriver à des conclusions stables alors qu'aucune circonstance n'était stable. Si, dans leurs calculs, destinés à éclaircir les idées, ils prenaient pour base le mark, la semaine suivante le mark était devenu quelque chose d'autre ; s'agissait-il du dollar, de la livre, du franc français ou belge, de la lire italienne, chacune de ces monnaies avait une valeur de change et une pour son pouvoir d'achat à l'intérieure du pays ; s'il s'agissait de calculs en or, alors il y avait à considérer des valeurs en or d'avant-guerre et en or d'après-guerre. D'une manière générale nous n'avons pas trouvé grande valeur à des arguments économiques basés sur ce qui devrait être au lieu de ce qui est — en d'autres termes, basés sur un *statu quo* constamment changeant.

Pendant ce temps, pendant les cinq ans employés à constituer laborieusement ces énormes bibliothèques — car on ne peut pas les appeler autrement — composées d'arguments de droit, de statistiques plus ou moins périmées, de discussions économiques, les fondations économiques de l'Allemagne se sont à peu près écroulées et, avec elles, la capacité de production de l'Allemagne. De plus, lorsque le monde a vu la vie économique de l'Allemagne s'éteindre peu à peu, le crédit de tous les alliés européens a ressenti un choc préliminaire, car le monde comprend bien que si le peuple allemand perd sa capacité de travail, l'Allemagne perd sa capacité de payer ses réparations qui sont un élément si important de la solvabilité de l'Europe.

Il semble que l'image de la situation telle qu'elle est apparue peu à peu à l'esprit des membres américains de votre comité est sensiblement celle qu'a vue la commission des réparations à laquelle ce comité d'hommes pratiques, affranchis de toute pression politique, doit sa création. Comprenant que la maison est en feu, la commission propose de trouver de l'eau pour l'éteindre en renonçant désormais aux calculs de la mathématique à quatre dimensions.

Les instructions de la commission nous mettent à même d'entamer notre travail sur la base d'un *statu quo*. On ne nous demande pas de nous prononcer sur la légalité de l'occupation de la Ruhr, on ne nous demande pas d'annoncer les résultats politiques de tel ou tel acte futur de sens commun ; on ne nous demande pas de donner notre opinion sur ces questions que les politiciens de tous les pays ont insérées dans une situation qui demande avant tout, pour être étudiée convenablement, de ses prits d'hommes d'affaires, non influencés par

des ambition politiques ou par ce qui peut leur arriver personnellement. C'est à la commission des réparations, non à nous, de s'occuper des effets politiques du rapport que nous lui ferons relativement à un plan pour la stabilisation de la monnaie allemande et l'équilibre du budget allemand.

Plus je parle avec ceux qui, ici, sont en contact le plus immédiat avec la situation, plus je comprends combien la commission des réparations a agi sagement quand elle a défini l'objet de notre convocation. « Afin d'examiner — conformément à l'article 234 du traité de Versailles — les ressources et la capacité de paiement de l'Allemagne », nous sommes « chargés d'examiner les moyens d'équilibrer son budget et les mesures à prendre pour stabiliser sa monnaie ». Si, sans crainte ni recherche de la faveur, nous proposons un plan pour la stabilisation de la monnaie allemande et l'équilibre du budget allemand que la commission des réparations estime devoir ratifier, nous aurons au moins fait ceci : nous aurons proposé ce qui a mis la commission des réparations à même de remettre l'Allemagne en route vers la productivité ; et le rétablissement de la productivité allemande est le point de départ de la prospérité de l'Europe.

Au fur et à mesure que les fonctions économiques de l'Allemagne sous l'effet d'une monnaie stable et d'un budget en équilibre, seront ravivées, la capacité de paiement de l'Allemagne sera démontrée. Alors, pour la première fois, apparaîtront des faits fondamentaux et décisifs.

Tout individu de bon sens peut estimer la distance que peut couvrir un homme bien portant. Cinquante experts médicaux réunis au chevet d'un mourant donneront cinquante estimations différentes de la distance qu'il pourrait couvrir s'il guérissait. Jusqu'ici, en ce qui concerne la capacité de paiement de l'Allemagne, la commission des réparations et le monde ont écouté les experts médicaux. Aidons d'abord l'Allemagne à se guérir.

Maintenant que nous sommes membres d'un comité qui a en vue un but défini clairement et avec autorité, nous avons à nous occuper, pour le moment, moins de la capacité de l'Allemagne pour payer que de la capacité et du courage actuels de ce comité pour agir.

A quoi bon ajourner les déclarations claires dans ce comité ? Pourquoi perdre le temps à des formalités, à des courtoisies, à des formules conventionnelles qui ne signifient rien ? Laissez-moi donc, dès à présent, faire une proposition pratique.

Sous le président Harding, j'ai établi le système de direction exécutive et de contrôle, organisé par ordre, sous lequel le premier budget des Etats-Unis a été préparé conformément à notre récente législation budgétaire. J'hésite à me qualifier d'expert en matière budgétaire, de crainte de faire suspecter ma réputation de sens commun ; mais comment quelqu'un, expert ou non, pourrait-il suggérer quelque mesure qui mérite l'examen relativement à un budget allemand si l'argent provenant des impôts et déboursés dans le cadre de ce budget n'a aucune capacité d'achat ou de paiement ?

La première mesure que nous devrions prendre serait, il me semble, d'établir un système pour stabiliser la monnaie allemande, de manière à trouver de l'eau pour alimenter le moulin du budget. Construisons le moulin quand nous aurons trouvé de l'eau pour faire tourner ses roues.



On s'abonne

à

La revue catholique
des idées et des faits

Un an 25 francs ; six mois 15 francs

Numéro spécimen sur demande

38, Boulevard Botanique, Bruxelles.

Etablissements Fr. CEUTERICK, rue Vital Decoster, 60, Louvain.

Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000 Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Foris.

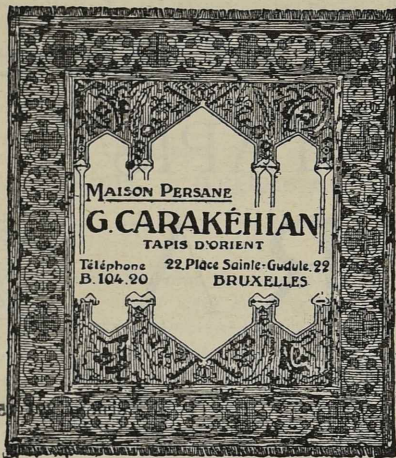
BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara, 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Sainctelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.



L'ESCAUT

COMPAGNIE D'ASSURANCES MARITIMES
CONTRE

**l'Incendie et
les accidents
de toute nature**

FONDÉE A ANVERS EN 1821

AU CAPITAL DE **4,200,000 Francs**

Agences dans tout le pays

SIÈGE SOCIAL A ANVERS

10, rue de la Bourse, 10

Directeur : N. DIERCXSENS

A la Grande Fabrique

E. Esders

26, rue de la Vierge Noire, 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.

Lingerie, Bonnetterie, Chapellerie, Ganterie, Chaussures.
Cannes, Parapluies, Fourrures, Modes.

CHOCOLAT

DU C ANVERS
LA GRANDE
MARQUE BELGE



La marque qui se trouve sur tous
nos Gramophones et Disques.

C'est le symbole de la suprématie

Demandez nos Catalogues
et l'adresse du revendeur le plus proche

C^{ie} française du Gramophone
BRUXELLES

171, Boul. Maurice Lemonnier
65, rue de l'Écuyer
42, Place de Meir. — Anvers



VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur

MAISON FONDÉE EN 1873

:- François VAN NES Successeur :-

13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES Tél. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETTRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

LA MAISON DU TAPIS



BENEZRA



Rue de l'Écuyer, 41-43, BRUXELLES

TÉLÉPHONE 271.15

TAPIS D'ORIENT, anciens et modernes. MOQUETTES UNIES tous les tons.
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS (divers dessins et toutes largeurs).
CARPETTES DES FLANDRES et autres (imitation parfaite de l'Orient).
: : : : TAPIS D'AVIGNON unis et à dessins. : : : :

Les prix défont à qualité égale toute concurrence

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS